

ANCA
50 000
commerçants
et artisans ont
cessé leur activité

P2

COUR SUPRÊME

Saïd Bouteflika, Toufik, Tartag et Louiza Hanoune seront rejugés

P3

COUR D'ALGER

Tahkout condamné à 14 ans de prison ferme

P3

CANCER DU POUMON EN ALGÉRIE

Pfizer lance une campagne de sensibilisation

P2

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (MDN)

Arrestation à Timiaouine d'un terroriste relâché au Mali

P3



MAHFOUD KAOUBI

(ANALYSTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER)

L'objectif de 4% de croissance sera difficile à atteindre

Pour M. Kaoubi, la priorité, aujourd'hui, est d'engager, le plus rapidement possible, un ensemble de réformes, pour aider nos entreprises souffrantes depuis deux ans maintenant, puisque, ajoute-t-il, on ne peut pas prévoir une croissance dans le contexte actuel sans l'entreprise. Mahfoud Kaoubi, analyste économique et financier, estime que vu le contexte actuel et les réticences en matière d'engagement de réformes et surtout dans son volet assistance aux entreprises qui connaissent une situation très critique, « cet objectif sera difficile à atteindre une croissance de 4% du Produit intérieur brut ». S'exprimant hier, à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Kaoubi indique que le taux de 4 % est basé sur des hypothèses très optimistes dont une croissance des hydrocarbures de plus de 7,2 %. « D'ailleurs comment peut-on atteindre cette croissance dans un secteur d'activité qui connaît une conjoncture mondiale pratiquement instable et pleine d'incertitudes », s'interroge-t-il.

P5

POLISARIO

Les portes du dialogue ouvertes mais avec la poursuite de la lutte armée

Une campagne de sensibilisation sur le cancer du poumon au profit des patients et de l'ensemble de la population en Algérie a été lancée par la société pharmaceutique Pfizer, annonce hier cette entreprise américaine dans un communiqué. Cette campagne, d'une durée d'un mois, vise à sensibiliser les patients au diagnostic précoce, aux possibilités de traitement et aux progrès en matière de cancer du poumon, précise cette société, qui estime que le cancer du poumon "cause le plus de décès en Algérie". Elle consiste aussi à "améliorer les résultats pour les patients, augmenter les tests de bio-marqueurs et à réduire les taux de mortalité élevés". Pfizer relève que "le cancer du poumon, qui reste la première cause de décès dans le monde, est difficile à traiter en raison de sa nature hétérogène, de la variabilité des taux des tests et de l'apparition d'une résistance aux médicaments".

P15

Régions

CONSTANTINE

Lancement de la première saison de culture du colza en Algérie

P8

TIZI-OUZOU

Production prévisionnelle de plus de 519 000 quintaux d'agrumes

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

1038 nouveaux cas et 20 décès

P24

MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES

Le prêche de vendredi consacré au respect des mesures préventives

P2

INDUSTRIE AQUACOLE

Préparation d'un cahier de charge relatif aux investissements

P4

Sport

ELECTIONS DE LA CAF

Ahmed Yahia : "Je ne suis pas le plan B d'Ahmad"

P13



Brèves

ANCA

50 000 commerçants et artisans ont cessé leur activité

Plus de 50 000 commerçants et artisans ont cessé leurs activités en raison des pertes qu'ils ont subies à cause de la fermeture de leurs locaux commerciaux lors du confinement sanitaire imposé par les autorités pour lutter contre la propagation de la pandémie du coronavirus (Covid-19). C'est ce qu'a déclaré le président de l'Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCA), Hadj Tahar Boulouar, qui intervenait hier sur les ondes de la radio Chaîne 1 de la radio nationale. Le président de l'ANCA a estimé que la décision de fermer les commerces est « difficile et préjudiciable » à prendre mais elle est « nécessaire » en raison de la situation sanitaire

« préoccupante » que traverse le pays. « En raison du nombre élevé d'infections et de décès dus au Coronavirus, il était nécessaire d'aller à la fermeture des activités commerciales, et cela afin de limiter la propagation de l'épidémie », a indiqué le président de l'ANCA en ajoutant: « la limitation des heures de travail de certaines activités commerciales et artisanales vise à réduire les rassemblements dans les magasins et les espaces commerciaux » et que cette décision vise à préserver la vie des citoyens et garantir un niveau minimum de vie économique. « Les commerçants et artisans sont tenus de respecter ces décisions car la période à venir sera difficile », a indiqué Boulouar, qui a ajouté que « la responsabilité sera grande et double pour eux en même temps car ils doivent adhérer aux conditions préventives et obliger les clients à adhérer aux mesures sanitaires pour vaincre cette épidémie. » En revanche, le président de l'ANCA a demandé aux walis d'adapter ces mesures aux conditions qui prévalent dans la réalité. « Tout le monde ne devrait pas être puni à cause d'un petit groupe qui ne respecte pas les mesures préventives. Par conséquent, je demande aux walis à ce que les sanctions soient individuelles et non collectives, notamment au niveau des centres commerciaux. »

R.N

ORAN

Démantèlement de trois réseaux de traversées clandestines par mer

Les services de police de la sûreté de daïra d'Aïn El-Turck et de la sûreté urbaine de Bousfer (Oran) ont démantelé dernièrement trois réseaux composés de huit individus spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines moyennant des sommes d'argent, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité. Les opérations d'arrestation des membres des trois réseaux ont eu lieu suite à l'exploitation d'informations, par les services de sûreté d'Aïn El-Turck en coordination avec la sûreté urbaine de Bousfer, faisant état de l'organisation de traversées clandestines par des réseaux criminels à partir de l'ines par plages de la daïra d'Aïn El-Turck, a-t-on indiqué à la cellule de communication de la sûreté de wilaya d'Oran. Après une enquête sur le terrain et la mise en place d'un plan d'intervention, les policiers ont réussi à arrêter les membres des trois réseaux dans le cadre d'opérations distinctes et ont saisi le matériel utilisé par les passeurs dans les opérations d'émigration clandestine, notamment deux embarcations, deux moteurs, deux boussols, neuf téléphones mobiles, trois embarcations servant au transport du matériel et une somme de 100 000 dinars, a-t-on précisé. Une procédure judiciaire a été lancée contre les huit individus impliqués dans cette affaire, tous des repris de justice, qui seront traduits devant la justice pour trafic et organisation de traversées clandestines d'émigrants, a-t-on indiqué de même source.

R.N

MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES

Le prêche de vendredi consacré au respect des mesures préventives

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a adressé une instruction aux imams en vue de consacrer le prêche de vendredi prochain à l'impératif respect des mesures préventives et gestes barrières, a indiqué le ministère hier dans un communiqué.

En raison de la hausse notable des cas de contamination au Covid-19 au niveau national, et dans le cadre de l'activation du rôle des mosquées dans la diffusion de la culture sanitaire et de la promotion de la prise de conscience religieuse et sociale, la direction de l'orientation religieuse et de l'enseignement coranique au ministère a adressé une instruction aux directeurs du secteur et à travers eux aux imams, les appelant à "focaliser sur l'impératif respect des mesures préventives et gestes barrières notamment la distanciation physique lors du prêche du vendredi 4 Rabie el Aouel 1442 correspondant au 20 novembre 2020", précise le communiqué. A travers cette instruction, elle appelle à la coordination avec les autorités locales lors des sorties habituelles sur le terrain des imams pour la diffusion de la culture préventive, l'appel au respect de



la distanciation physique et la distribution des masques et barettes de protection". Par ailleurs, le ministère a appelé à la nécessaire coordination avec les

autorités de wilaya en particulier la direction de l'agriculture et la conservation des forêts pour lancer une campagne bénéfique de reboisement à partir

des placettes des mosquées avec la participation des imams, des agents mobilisés au niveau des mosquées, des associations religieuses et des citoyens.

CANCER DU POU MON EN ALGÉRIE

Pfizer lance une campagne de sensibilisation

Une campagne de sensibilisation sur le cancer du poumon au profit des patients et de l'ensemble de la population en Algérie a été lancée par la société pharmaceutique Pfizer, annonce hier cette entreprise américaine dans un communiqué. Cette campagne, d'une durée d'un mois, vise à sensibiliser les patients au diagnostic précoce, aux possibilités de traitement et aux progrès en matière de cancer du poumon, précise cette société, qui estime que le cancer du poumon "cause le plus de décès en Algérie". Elle consiste aussi à "améliorer les résultats pour les patients, augmenter les tests de biomarqueurs et à réduire les taux de mortalité

élevés". Pfizer relève que "le cancer du poumon, qui reste la première cause de décès dans le monde, est difficile à traiter en raison de sa nature hétérogène, de la variabilité des taux des tests et de l'apparition d'une résistance aux médicaments". M. Mohamed Okasha, responsable chez Pfizer Afrique-Moyen-Orient, a exprimé la détermination de sa société à "rester à l'avant-garde de la lutte contre le cancer du poumon en forgeant des alliances avec des chercheurs de premier plan, des professionnels de la santé et des institutions gouvernementales". "Bien que le diagnostic précoce soit crucial et améliore les résultats, les tests

d'anomalies génétiques jouent aussi, depuis ces dernières années, un rôle important dans le contrôle de la maladie car ils offrent des informations précieuses qui aident dans la prise de décision quant aux traitements", a-t-il ajouté. Il a expliqué que "Pfizer travaille en partenariat avec des sociétés de diagnostic leaders, des compagnies pharmaceutiques et avec les autorités locales pour étendre les plateformes de test des bio-marqueurs du cancer du poumon, car ces tests aident à identifier la meilleure option de traitement pour chaque patient et, par la même, améliorer la qualité de vie des patients".

R.N

FINANCE ISLAMIQUE

Le CPA lance l'activité dans une quatrième agence à Alger

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a annoncé hier dans un communiqué le lancement ce jeudi de l'activité "Finance Islamique", au niveau de l'agence Ouled Fayet (136) en présence du P-dg Mohamed Dahmani, accompagné des responsables de la banque. "Le CPA informe son aimable clientèle de la mise en place d'une nouvelle ligne de métier au sein de son agence Ouled Fayet "136" dédiée à la finance islamique, chargée de la commercialisation d'une large gamme de produits et services conformes aux préceptes de la Charia islamique, après que la Banque ait obtenu les certificats de Conformité du Haut Conseil Islamique et l'agrément de la

Banque d'Algérie", a fait savoir la même source, précisant qu'il s'agit de la quatrième agence dédiée à la finance islamique au niveau de la capitale. Selon le CPA, il s'agit d'une action qui s'inscrit dans la stratégie de la banque visant à la diversification de son offre commerciale, en mettant à la disposition de la clientèle les produits et services de la Finance Islamique "répondant aux besoins et attentes de cette dernière et contribuant à l'effort de développement de l'inclusion financière". C'est à ce titre que cette nouvelle activité, portée par le slogan "Nos valeurs nous inspirent", permettra, a souligné le communiqué, à la clientèle du CPA et prospects

de bénéficier de cette nature de produits et services conformes aux préceptes de la Charia islamique. La nouvelle offre commerciale est composée d'une gamme de neuf (09) produits destinés à l'ensemble des segments cibles, qu'ils s'agissent de particuliers, professionnels et entreprises et particulièrement la PME. La commercialisation de ces produits interviendra progressivement sur tout le réseau d'exploitation du CPA et inclura des produits de dépôts et de financement à savoir : le compte courant islamique, le compte chèque islamique, le compte épargne islamique, le compte d'investissement islamique, l'offre Mourabaha-Aqar/Sayara/Tadjihz ainsi que

l'offre Ijara Immobilier et équipements. De même pour assurer une prise en charge de qualité et optimiser la commercialisation progressive des produits et services islamiques, le CPA a investi dans la création de nouveaux guichets dédiés et dans la formation d'une équipe pluridisciplinaire de cadres et commerciaux. "En s'inscrivant dans cette dynamique, notre ambition est de bâtir une banque de premier rang moderne qui garantira à tous ses clients un savoir-faire et une expertise avérés alliant qualité de service et offre bancaire diversifiée et compétitivité et moderne", a souligné le CPA.

R.N

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (MDN)

Arrestation à Timiaouine d'un terroriste relâché au Mali

Les services spécialisés du ministère de la Défense nationale (MDN) ont appréhendé lundi à Timiaouine dans la wilaya de Tamanrasset, un terroriste prénommé El Hocine Ould Amar Ould Maghnia, dit "Maïs", indiqué hier le MDN dans un communiqué.



Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'exploitation du renseignement sécuritaire, les services spécialisés du ministère de la Défense nationale ont appréhendé, le 16 novembre 2020 à Timiaouine/ Tamanrasset en 6ème Région Militaire, le terroriste El Hocine Ould Amar Ould Maghnia, dit «Maïs», précise le communiqué. Ledit criminel, âgé de 32 ans, a été arrêté «après un minutieux suivi de ses mouvements douteux, dès son entrée en territoire national», ajoute le MDN, soulignant que ce terroriste «compte parmi ceux qui ont bénéficié de l'accord ayant abouti, après des négociations conduites par des parties étrangères, à la libération par les autorités maliennes de plus de

(200) terroristes le mois d'octobre écoulé, et ce, en plus du versement d'une importante rançon au profit des groupes terroristes, en échange de la libération de trois otages». «Cet exploit vient confirmer, une nouvelle fois, la détermination des unités de l'Armée nationale populaire à poursuivre leurs réalisations dans le domaine de la lutte antiterroriste», s'est félicité le MDN, soulignant que cet exploit «dévoile, sur un autre plan, ces pratiques douteuses, contraires aux résolutions onusiennes incriminant le versement de rançons aux groupes terroristes». Pour rappel, les trois otages dont une Française ont été libérés le 08 octobre dernier en contrepartie d'une rançon et la remise en liberté de terroristes pri-

sonniers incarcérés à Bamako. L'opération avait été qualifiée d'ampleur inédite. Le montant précis de la transaction – qui s'élèverait, selon les médias occidentaux à plusieurs millions d'euros – reste inconnu, mais jamais l'Etat malien n'avait relâché dans la nature autant de détenus liés, de près ou de loin, à la mouvance «jihadiste». Le ministère de la Défense avait alors qualifié ces pratiques d'«inadmissibles» et «contraires aux résolutions de l'Organisation des Nations unies incriminant le versement de rançons aux groupes terroristes», soulignant que celles-ci «entravent les efforts de lutte contre le terrorisme et de tarissement de ses sources de financement».

R.N

COUR SUPRÊME

Saïd Bouteflika, Toufik, Tartag, et Louiza Hanoune seront rejugés

Saïd Bouteflika, Mohamed Lamine Mediène, Athmane Tartag et Louiza Hanoune vont être rejugés en faveur de la décision de la Cour suprême après le pourvoi en cassation introduit par leurs avocats. Selon un communiqué du procureur général de la Cour suprême, «en date du 18 novembre 2020, la chambre criminelle près la Cour suprême, section III, a rendu un arrêt concernant l'affaire de pourvoi en cassation introduit par le Procureur général militaire près la Cour d'appel de Blida, Bouteflika Saïd, Tartag Athmane, Louiza Hanoune et Mediène Mohamed, portant acceptation, dans le fonds et la forme, de la cassation, l'annulation de la décision en appel et le renvoi de l'affaire et des parties devant la Cour d'appel militaire de



Blida, qui sera formée d'une autre composante pour y statuer, conformément à la loi». Ainsi, la cour militaire de Blida va programmer un autre procès. Saïd Bouteflika, frère et conseiller de l'ex-président de la République, les deux

ex-patrons des services spéciaux, Mohamed Lamine Mediène, dit Toufik et Athmane Tartag se trouvent depuis mai 2019 en détention. Louiza Hanoune, la patronne du Parti des travailleurs a écopé d'une peine de 3 ans de pri-

son dont 9 mois ferme et libérée le 2 février. Le 10 février, le tribunal a condamné en appel Saïd, Toufik et Tartag à des peines de prison de 15 ans fermes, confirmant leur peine de la première instance. Les quatre accusés sont poursuivis pour «complot dans le but de porter atteinte au commandant d'une compagnie militaire» et «complot pour changer de régime» puni par l'article 77 du code pénal à la peine capitale. Se trouvant impliqués dans la même affaire, Khaled Nezzar, général-major à la retraite et ancien ministre de la Défense, son fils Lotfi, patron de la société de télécommunication SLC, et Farid Belhamedine, président de la Société algérienne de pharmacie, les trois sont en fuite à l'étranger.

R.N

Brèves

COUR D'ALGER

Tahkout condamné à 14 ans de prison ferme

La Cour d'Alger (chambre pénale) a condamné hier l'homme d'affaires Mahiedine Tahkout à 14 ans de prison ferme et les deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal à une peine de 5 ans de réclusion, tous inculpés dans des affaires de corruption. Les anciens ministres Youcef Yousfi et Ammar Ghoul ont écopé de 18 mois avec sursis. Le juge a également prononcé l'acquittement en faveur de l'ancien ministre Abdelghani Zaalane. Le Procureur général près la Cour d'Alger (chambre pénale) avait requis le 8 novembre dernier des peines de 18 ans de prison ferme à l'encontre de l'homme d'affaires, Mahiedine Tahkout, et 12 années de prison ferme à l'encontre des Ex-Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, poursuivis pour des faits liés à la corruption. Le représentant du parquet a également requis une amende de 8 millions de Da à l'encontre de Tahkout et 3 millions de DA pour chacun des deux accusés, Sellal et Ouyahia, avec confiscation de tous leurs biens. Le Procureur général avait également requis une peine de dix (10) ans de prison à l'encontre des anciens ministres, Youcef Yousfi, Ammar Ghoul et Abdelghani Zaalane, ainsi qu'une peine de 6 ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien wali de Skikda, Fauzi Belhocine.

R.N

INCENDIES DE FORÊTS DE L'OUED GUOUSSINE

Arrestation de cinq individus

Cinq individus suspectés d'avoir déclenché, dans la nuit du 6 au 7 novembre courant, les incendies des forêts de la commune de l'Oued Guoussine, dans le sillage d'une série d'incendies qui a touché plusieurs wilayas du pays, ont été arrêtés par les unités de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Ténès (Chlef) a indiqué, hier, dans un communiqué, ce corps sécuritaire. Selon ce même document, les éléments de la gendarmerie nationale de Ténès ont procédé, dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, à l'arrestation de cinq individus suspectés d'avoir déclenché des incendies à travers quatre forêts de la commune de l'Oued Guoussine, relevant de la daïra de Beni Haoua. Le travail d'investigations et l'intensification de la collecte de renseignements visant à déterminer les circonstances de ces feux de forêts ont permis d'identifier les mis en cause dans cette catastrophe environnementale, ayant occasionné des dégâts considérables à la ressource animale et forestière, de même qu'aux biens des agriculteurs et riverains de ces forêts, est-il souligné de même source. Le même communiqué a signalé l'arrestation de 10 autres personnes pour atteinte contre la propriété d'autrui et des domaines des forêts. Les suspects seront présentés devant les autorités judiciaires de Ténès, dès l'achèvement des enquêtes dans cette affaire, est-il précisé de même source.

R.N

APN

La CIPA soulève ses préoccupations

La Commission des affaires économiques, du développement, du commerce, de l'industrie et de la planification à l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu mardi une réunion présidée par son président, Nabil Louhibi, consacrée aux difficultés rencontrées par les activités relevant du secteur de l'industrie et de la production, a indiqué un communiqué de l'APN. A ce propos, la Commission a entendu les préoccupations soulevées par le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens, M. Abdelwahab Ziani, en présence du président de l'Association des producteurs algériens de boissons (APAB), du président de la Fédération des industriels et des services, ainsi que du président de la Fédération des entrepreneurs du BTP. Le président de la Commission des affaires économiques, M. Louhibi a affirmé que cette réunion intervient pour débattre des difficultés rencontrées par les activités relevant du secteur de l'industrie et de la production. Dans son exposé, M. Ziani a estimé "indispensable de décentraliser les décisions prises par les Autorités suprêmes".

Relevant que les sociétés ont rencontré des difficultés qui ne sont pas liées directement à la crise sanitaire, M. Ziani estime qu'il y a des problèmes "relatifs à l'administration, aux autorisations et au transport du personnel et des marchandises". Dans ce contexte, M. Ziani a indiqué que les sociétés avaient demandé, plus particulièrement à ce que "les décisions prises par les Autorités suprêmes du pays, soient décentralisées au niveau des dairas et des communes, en vue de permettre aux sociétés de travailler et de poursuivre l'approvisionnement du marché national". Insistant sur la possibilité de créer un fonds de soutien aux entreprises en vue d'empêcher leur disparition, M. Ziani a plaidé pour l'octroi de délais supplémentaires concernant les redevances fiscales et parafiscales aux sociétés. Les membres de la Commission ont pris note des préoccupations et problèmes des industriels et producteurs algériens, notamment en ce qui a trait aux difficultés et obstacles d'ordre administratif et bureaucratique. Pour sa part, le président de la Commission, M. Nabil Louhibi a assuré qu'il veillera, pour les besoins du traitement de ces dossiers, à transmettre ces préoccupations soulevées aux responsables des secteurs ministériels compétents, à leur tête, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

APS

INDUSTRIE AQUACOLE

Préparation d'un cahier de charge relatif aux investissements

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, a annoncé mardi à Alger l'élaboration d'un nouveau cahier de charge lié aux financements des investissements dans le secteur de l'industrie aquacole.



S'exprimant à l'issue de la clôture du premier atelier national sur la promotion de l'industrie du secteur aquacole tenu par visioconférence avec la participation des investisseurs, des banques et des assurances, M. Ferroukhi a mis l'accent sur l'intérêt d'investir dans cette industrie notamment dans la fabrication de cages flottantes. Le ministre de la Pêche a soutenu que "cette industrie locale permettra de réduire le coût du matériel importé en devise ainsi que les coûts de la production halieutique qui se répercutera forcément sur le prix du poisson". Il a précisé que le nouveau cahier de charges s'appuiera sur la promotion de l'aquaculture en associant les experts et les chercheurs et en s'inscrivant dans la stratégie du développement durable du secteur à l'horizon 2024.

Lors de cette rencontre, le ministre de la Pêche a recommandé aux acteurs du secteur de l'aquaculture à préparer une plateforme numérique comportant les données concernant les investisseurs afin de développer le matériel de l'industrie aquacole en Algérie. "La plateforme permettra de créer une synergie entre les producteurs, les industriels et les porteurs de projets afin de développer la production de

matériels aquacoles, en fonction des besoins des opérateurs privés, de manière à réduire progressivement les importations" a affirmé M. Ferroukhi. "Il est nécessaire de passer d'une activité de subsistance à une pratique aquacole professionnelle à grande échelle et moderne, et ce, à travers l'industrialisation de l'activité de l'aquaculture qui joue un rôle important dans la production et la croissance économique", a-t-il fait également savoir. Les objectifs fixés par la stratégie sectorielle se basent, a-t-il poursuivi, sur l'encouragement de la production nationale par l'investissement et l'accompagnement des porteurs de projets, notamment en matière de développement des activités connexes. Actuellement, la plus grande partie des équipements utilisés dans l'aquaculture sont importés, ce qui rend onéreux les coûts de production, ont expliqué les initiateurs de cet atelier tenu au siège du ministère, tout en soulignant les difficultés liées à la réparation ou le remplacement des équipements en panne entraînant une hausse des coûts de gestion. Quant aux investissements réalisés dans le secteur aquacole, ils ont affirmé que ce créneau, qui est en plein essor, compte plus de 70 fermes aquacoles et conti-

nentes en phase d'exploitation. Afin d'assurer un développement stable et durable de cette activité, les participants à l'atelier ont préconisé de développer une stratégie permettant de regrouper les compétences en ingénierie aquacole indispensable au développement d'équipements et de matériels aquacoles adaptés et répondant aux normes internationales. Les experts ont prévenu en outre que la dépendance excessive de l'importation des équipements risque d'engendrer des facteurs qui limiteraient le développement des activités connexes, d'où l'impératif de développer cette industrie. L'atelier sur le développement de l'industrie aquacole a permis aux parties prenantes de faire un état des lieux pour l'identification des capacités de fabrication de matériels et d'équipements d'aquaculture en Algérie. Cet atelier a permis aussi de discuter autour des voies et moyens à adopter permettant de promouvoir et de développer un complexe industriel de fabrication de matériels et d'équipements aquacoles (les cages, filets, flotteurs, bouées, aussières, chaînes d'amarrage) pour améliorer l'efficacité des établissements d'aquaculture.

APS

START-UPS

Seule l'innovation pourrait stimuler la croissance

Le ministre délégué de l'Economie, de la Connaissance et des Startups, Yacine El-Mehdi Oualid, a souligné lors de son intervention à une conférence virtuelle sur l'entrepreneuriat, la nécessité de s'appuyer sur l'innovation pour stimuler la croissance économique en Algérie. Oualid a estimé que "l'Algérie est confrontée actuellement à de grands défis, le plus important étant le passage d'un modèle économique basé sur les revenus pétroliers à une économie plus durable, plus résiliente et plus ambitieuse", selon un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis à Alger, qui a organisé mardi cette conférence virtuelle intitulée "Entrepreneuriat en Algérie : défis et opportunités". Appelant à une "plus grande innovation pour stimuler la croissance économique", le ministre délégué a déclaré que "pour résoudre les problèmes de demain, nous avons besoin de

nouvelles solutions et idées aujourd'hui". Lors de sa présentation, M. Oualid a souligné les "progrès" réalisés récemment en Algérie en termes de mise à disposition de ressources pour les entrepreneurs, à travers notamment la création d'un nouveau fonds public dédié à l'investissement dans les startups, baptisé "Algerian Start-up Fund". S'ajoute à cela, le lancement du premier accélérateur public de startups "Algeria Venture", qui "offre des financements, des formations, du coaching et tout ce dont une startup a besoin pour démarrer", a-t-il soutenu. De son côté, le chargé d'affaires à l'ambassade des Etats-Unis, Gautam Rana, a réaffirmé "l'engagement" de l'ambassade à favoriser l'esprit d'entreprise et à diversifier l'économie en Algérie. "L'entrepreneuriat, l'innovation et la prise de risque sont profondément ancrés dans la structure des Etats-Unis", a déclaré M. Rana évo-

quant de célèbres entrepreneurs américains tels que Steve Jobs, Jeff Bezos et Elon Musk qui ont vécu "l'essence même du rêve américain". Rana a mis en exergue également les différents programmes de l'ambassade des Etats-Unis, visant à aider les Algériens à développer des compétences entrepreneuriales et professionnelles, à leur tête l'Initiative de Partenariat pour le Moyen-Orient (MEPI) du gouvernement américain, qui a soutenu de nombreux projets d'entrepreneuriat en Algérie, notamment l'"Algerian Startup Initiative" et "World Learning". Selon le communiqué de l'ambassade, les derniers projets d'entrepreneuriat du MEPI ont permis la formation de milliers de jeunes entrepreneurs, le lancement de centaines de nouvelles entreprises et la stabilité de dizaines d'entreprises émergentes dans plus de 20 wilayas à travers le pays. La conférence virtuelle sur l'entrepreneuriat a réuni aussi les entrepreneurs algériens, Ahmed Ramy Mebrouk, fondateur du réseau artistique Feynan et leader de NRecyclci, qui ambitionne à devenir le premier écosystème de recyclage en Algérie, Chada El Islam Benmahcene, la directrice générale de la future ENTROGX Academy, Yacine Rahmoun de l'Algerian Startup Initiative ainsi que Mehdi Bentoumi et Hamza Koudri de l'ONG World Learning. Cette conférence virtuelle, organisée par l'ambassade des Etats-Unis, s'inscrit dans le cadre de la célébration de la "Semaine mondiale de l'entrepreneuriat". Célébré dans plus de 180 pays, cet événement a pour objectif de "permettre à quiconque, n'importe où, de l'Amérique à l'Algérie, de démarrer et de développer une entreprise plus facilement", selon le communiqué.

APS

MAHFOUD KAUBI (ANALYSTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER)

L'objectif de 4% de croissance sera difficile à atteindre

Pour M. Kaubi, la priorité, aujourd'hui, est d'engager, le plus rapidement possible, un ensemble de réformes pour aider nos entreprises souffrantes depuis deux ans maintenant, puisque, ajoute-t-il, on ne peut pas prévoir une croissance dans le contexte actuel sans l'entreprise.



Mahfoud Kaubi, analyste économique et financier, estime que vu le contexte actuel et les réticences en matière d'engagement de réformes et surtout dans son volet assistance aux entreprises qui connaissent une situation très critique, « cet objectif sera difficile à atteindre une croissance de 4% du Produit intérieur brut ». S'exprimant, hier, à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Kaubi indique que le taux de 4% est basé sur des hypothèses très optimistes dont une croissance des hydrocarbures de plus de 7,2%. « D'ailleurs, comment peut-on atteindre cette croissance dans un secteur d'activité qui connaît une conjoncture mondiale pratiquement instable et pleine d'incertitudes », s'interroge-t-il. L'invité rappelle que le gouvernement a projeté une augmentation des exportations de 10%,

en se basant sur un prix de vente à 45 dollars le baril. « Est-ce possible avec cette deuxième, ou une probable troisième vague du COVID 19? », dit-il. Dans leurs prévisions, « la Banque mondiale et le FMI ne plaident pas et ne justifient pas une croissance aussi optimiste que celle prévue par le gouvernement dans le cadre de cette loi de finance 2021 », rappelle l'expert dans son analyse. Cet optimisme pourrait être révisé dans la réalité, dit-il, en précisant qu'à chaque fois « on prévoit des hypothèses assez optimistes, en matière d'élaboration de budget, le gouvernement se confronte malheureusement à la réalité du terrain, comme c'était le cas pour la Loi de Finances 2020 où les réalisations ont été assez loin des prévisions ». Les entreprises devaient avoir plus d'attention de la part des pouvoirs publics, affirme-t-il, vu leur situation financière délicate. « Dans la conjoncture actuelle,

nos entreprises ne pourront pas faire face à des dépenses », estime-t-il. Des aides ont été allouées aux entreprises partout dans le monde, notamment dans les pays développés, pour surmonter la crise sanitaire, « chez nous et jusqu'à aujourd'hui, il y a beaucoup de propositions réalistes de la part des organisations patronales. Cependant cela n'a pas été concrétisé », regrette-t-il. Enfin, l'invité de la radio avoue qu'il espérait un fonds du Trésor dédié à la prise en charge des effets financiers du coronavirus sur les entreprises. « On devrait revenir à une logique d'affectation par objectif du budget », conclut-il. La Loi de finances 2021, adoptée mardi à la majorité à l'Assemblée populaire nationale (APN), table sur une croissance de 4% du Produit intérieur brut (PIB).

S : Radio nationale

Brèves

AFRIQUE DU SUD

La production d'or augmentera progressivement jusqu'en 2029

Le rendement des mines d'or sud-africaines augmentera progressivement sur la décennie prochaine passant de 3,07 millions d'onces en 2021 à 3,32 millions d'onces en 2029. Selon les prévisions de Fitch Solutions dans son dernier rapport. Ces prévisions contrastent avec la baisse de 5%, attendue cette année et qui peut s'expliquer par le confinement lié à la pandémie de Covid-19, a précisé la même source. Affectées par la pandémie de Covid-19, les mines sud-africaines devraient en effet livrer 2,98 millions d'onces d'or en 2020, soit une baisse de 5% par rapport aux 3,17 millions d'onces produites en 2019, a estimé le rapport de Fitch Solutions. Avec ces estimations, le pays ne devrait néanmoins pas dégringoler davantage dans le classement des producteurs africains d'or, lui qui a déjà perdu son leadership continental au profit du Ghana, a considéré le même document. Rappelons que ces prévisions rejoignent celles déjà réalisées par Fitch pour la production mondiale d'or, qui connaîtra une croissance annuelle moyenne de 2,5% sur la décennie. Si l'Australie et la Russie seront les principales locomotives sur le plan mondial, les pays africains participeront également à ces belles performances, a estimé Fitch Solutions. En dehors de l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, qui connaît un véritable boom de son secteur aurifère, ou le Soudan (3e producteur africain), auront un grand rôle à jouer, de même que les autres principaux producteurs que sont le Mali, le Burkina Faso ou la Tanzanie, selon la même source.

R.E

AÉRONAUTIQUE

Les Etats-Unis lèvent l'interdiction de vol du Boeing 737 MAX

L'Autorité fédérale américaine de l'aviation (FAA) a annoncé hier la levée de l'interdiction de vol du 737 MAX de Boeing, un avion cloué au sol dans le monde entier depuis mars 2019 à la suite de deux accidents en Indonésie et en Ethiopie qui ont fait 346 morts en l'espace de cinq mois. L'administrateur de la FAA, Steve Dickson, s'est dit confiant à 100% dans la sécurité de cet appareil mais a souligné que l'avionneur américain devrait faire davantage pour améliorer ses procédures en matière de sécurité. Cette levée met fin à la plus longue immobilisation de l'histoire de l'aviation civile et permettra à Boeing de reprendre les livraisons et les vols commerciaux de cet appareil aux Etats-Unis d'ici la fin de l'année. « Nous avons fait tout ce qui est humainement possible pour nous assurer que ces types d'accidents ne se reproduisent plus », a déclaré, à Reuters, Steve Dickson. Il a ajouté que des modifications au niveau de la conception « avaient supprimé ce qui avait causé ces accidents spécifiques ». La FAA exige une nouvelle formation des pilotes pour gérer le système MCAS anti-décrochage de l'appareil, mis en cause dans les deux accidents mortels, ainsi que de nouvelles mesures de sécurité et d'autres changements au niveau des logiciels. Boeing de son côté s'est dit « déterminé à tirer les leçons de (ses) erreurs pour bâtir un avenir plus sûr afin que de tels accidents ne se reproduisent plus ». Les deux catastrophes aériennes d'octobre 2018 et mars 2019 ont plongé l'avionneur américain dans la plus importante crise de son histoire, avec une multitude d'enquêtes ouvertes à son encontre, un remaniement interne et de lourdes pertes financières. Boeing va remettre en service son modèle phare dans un contexte délicat, sur fond de crise sanitaire mondiale du coronavirus, de nouvelles taxes douanières imposées par l'Union européenne et de défiance à l'égard de la compagnie. Avant la décision de la FAA, American Airlines a fait part de son intention d'utiliser à nouveau le 737 MAX le 29 décembre. Southwest Airlines, qui dispose de la plus grande flotte de 737 MAX au monde, n'envisage pas de remettre l'appareil en service avant le deuxième trimestre 2021. A Wall Street, le titre Boeing prenait 5,7% à 221,95 dollars dans les transactions en avant-bourse, s'acheminant vers son niveau le plus élevé depuis le mois de juin.

Reuters

PÉTROLE

Le Brent progresse à 44,23 dollars, après la réunion de l'Opep+

Les prix du pétrole ont progressé hier, au lendemain d'une réunion de l'alliance des pays producteurs ouvrant la voie à un prolongement de la limitation actuelle de l'offre. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier gagnait 1,10% par rapport à la clôture de mardi, à 44,23 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour décembre s'appréciait de 0,94% à 41,82 dollars. Les prix du pétrole augmentent modestement avec l'espoir que l'Opep+ décide de reporter l'augmentation de sa production prévue en janvier, a estimé Bjornar Tonhaugen, analyste. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés via l'accord Opep+ se sont dit « prêts à agir » mardi pour maintenir un équilibre entre l'offre

et la demande d'or noir, à l'issue de leur réunion mensuelle. « Tous les pays participants doivent être vigilants, proactifs et prêts à agir, le cas échéant, en fonction des exigences du marché », a indiqué l'alliance des pays producteurs dans un communiqué. L'Opep+ s'estreint à des coupes importantes dans sa production de brut pour tenter de l'adapter à un niveau de demande sabré par la pandémie de Covid-19, et éviter une chute des prix comparable à celle du début d'année. Selon l'accord en vigueur, le retrait actuel du marché de 7,7 millions de barils par jour doit être ramené à 5,8 millions à compter de janvier 2021. Plusieurs observateurs de marchés tablement sur un report de trois à six mois, qui sera vraisemblablement acté à l'occa-

sion du prochain sommet de l'organisation et de ses partenaires les 30 novembre et 1er décembre prochain. Les investisseurs attendent par ailleurs les chiffres hebdomadaires sur les stocks américains publiés par l'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) plus tard dans la journée.

LE VENEZUELA SOUTIEN LA PROLONGATION DE TROIS MOIS DU PLAFOND

Le ministre vénézuélien du Pétrole, Tarek El Aissami, a déclaré mardi que son pays était favorable à une extension de trois mois du plafond de sa production de brut à 7,7 millions de barils par jour (mbj) de brut. Cette décision « permettrait

de contenir les impacts causés par la pandémie de Covid-19 sur le marché mondial du pétrole », a tweeté M. El Aissami. Ces remarques ont été faites à l'occasion de la 24e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et des nations alliées (Opep+). « La déclaration de coopération Opep+ a été le mécanisme le plus efficace pour la protection et la stabilisation du marché de l'énergie et de l'économie en général », a indiqué le ministre. « Le Venezuela ratifie son engagement à continuer d'adopter les décisions nécessaires pour garantir la stabilité du marché de l'énergie et la reprise de l'économie de nos peuples », a-t-il ajouté.

R.E

SOUDAN

Bientôt 27 blocs d'exploration pétrolière sur le marché

Le ministre soudanais de l'Energie par intérim, Kheir Abdelrahman, a annoncé que des préparatifs sont en cours pour lancer un appel d'offres international relatif à 27 blocs d'exploration pétrolière. Trois de ces blocs sont situés en offshore et le reste à terre, a précisé le responsable qui a fait l'annonce dans le cadre d'une rencontre avec le gouverneur du Darfour oriental, Mohamed Aliu.

Ce projet s'inscrit dans la droite ligne des efforts de Khartoum pour relancer sa production en baisse depuis la sécession du Soudan du Sud en 2011. D'après les précisions du dirigeant, les investisseurs, qui obtiendront les concessions, devraient utiliser des technologies modernes pour accroître la production de pétrole à partir des données d'exploration afin d'atteindre rapidement le pic

de production. Il a ajouté qu'un accord tout particulier sera mis sur les plans de production des compagnies sélectionnées afin qu'ils soient cohérents avec les nouvelles politiques pétrolières. Pour sa part, le gouverneur du Darfour oriental, Mohamed Aliu, a suggéré aux autorités centrales de mettre en exergue la nécessité pour les compagnies pétrolières de « fournir des services sociaux tels

que l'eau, l'éducation et les projets de santé, de construire des routes pour relier les villes et les villages, et de résoudre les problèmes d'électricité ». Il leur est notamment reproché d'avoir une très faible implication dans le système socio-communautaire local et d'être indifférentes aux difficultés des populations, dont elles polluent en plus les sols, avec leurs rejets.

R.E



CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES

Une superficie de 14.000 ha ciblée à El Bayadh

La campagne labours-semailles de l'actuelle saison agricole cible, dans la wilaya d'El Bayadh, une superficie globale de 14.000 hectares, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

Le chef de service organisation de la production et appui technique, Mohamed Djebiri, a indiqué que cette campagne lancée depuis le début du mois d'octobre dernier a touché à ce jour une surface estimée à 1200 ha. La surface cultivée a augmenté cette saison d'environ 2.000 ha par rapport à la saison dernière, avec une superficie irriguée atteignant un total de 5.500 ha, soit une hausse de 500 ha par rapport à la saison agricole écoulée. Pour assurer le bon déroulement de la campagne labours-semailles, les ingé-

nieurs et les techniciens du bureau de vulgarisation agricole à la DSA mèneront des sorties sur terrain afin d'accompagner les producteurs en leur donnant des conseils et des directives, notamment en ce qui concerne la nécessité d'utiliser des semences traitées pour augmenter la production, et en leur fournissant des conseils et des orientations sur l'utilisation des semences pour augmenter la production.

Quelque 18 000 qx de semences ont été fournis cette saison avec la mise en place, lors des sorties sur terrain, du protocole de prévention contre la pandémie du coronavirus, selon la même source.

Le secteur agricole s'appuie sur l'augmentation de la superficie céréalière dans la wilaya à chaque saison agricole pour

développer cette filière, notamment sur les terres irriguées, grâce au soutien continu accordé aux professionnels dont l'effectif est estimé à 2.500. Depuis 2019, plus de 550 agriculteurs ont bénéficié d'équipements d'irrigation, dont 315 cette année, dans le cadre d'une opération visant à soutenir les céréaliculteurs en équipements d'irrigation, dotée d'une enveloppe financière de 60 millions DA dans le cadre du Fonds national de développement agricole (FNDA).

La surface agricole dédiée la céréaliculture dans la wilaya d'El Bayadh connaît une amélioration sensible chaque saison.

La région de Bougtob représente, à elle seule, plus de 50 pour cent de la surface labourée chaque année, à côté des régions de Boualem, Brizina, El Bnoued et autres.

JIJEL (COVID-19)
Près de 450 lits mobilisés hors hôpitaux

Près de 450 lits ont été mobilisés, en dehors des trois hôpitaux publics de la wilaya de Jijel, pour l'accueil des malades de la Covid-19 dans un plan d'action anticipé adopté sous l'égide des autorités de la wilaya pour faire face à l'épidémie, a-t-on appris mardi du directeur de la santé et de la population, Nasreddine Chiba.

Le même responsable a précisé à l'APS, que ce plan d'action anticipé vise à pallier à une "éventuelle pression" sur les trois hôpitaux publics de Jijel, Tahir et El Milia en ajoutant que ces lits supplémentaires se répartissent sur des structures de santé de base, des établissements de jeunes et des affaires religieuses. Aussi, 100 lits sont actuellement libres dans les trois hôpitaux en plus de 15 lits de réanimation, selon le même cadre qui a ajouté que 140 nouveaux fonctionnaires paramédicaux ont été installés au cours des deux derniers jours dans leurs postes dans les trois hôpitaux de la wilaya de sorte à améliorer la prise en charge des patients et atténuer la pression sur les staffs médicaux.

Des respirateurs, des générateurs d'oxygène et divers autres matériels ont été dernièrement remis à la cellule installée au niveau de la direction de la santé chargée de recevoir les aides médicales et dons puis de les distribuer aux hôpitaux, a ajouté le directeur de la santé qui a invité les citoyens à respecter vigoureusement les mesures de prévention pour contenir la propagation de l'épidémie.

CRET DE TEBESSA

Estampillage de 12 tapis au bénéfice de la maison de l'artisanat et des métiers de Guelma

Le centre régional d'estampillage du tapis (CRET) de Tébessa a estampillé 12 tapis au bénéfice de la maison de l'artisanat et des métiers de la wilaya de Guelma, a indiqué mardi, le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), Mohamed Fathi Merzoug.

L'opération d'estampillage s'est déroulée lundi en présence des spécialistes et responsables centre régional d'estampillage du tapis qui chapeaute 11 wilayas du pays, a précisé à l'APS, la même source. L'estampillage est une reconnaissance à l'authenticité et la qualité du tapis dont la confection recourt à des produits naturels de laine et de colorants, selon la même source.

Le centre régional d'estampillage du tapis de Tébessa a été créé en 2015 et est quatrième du genre à l'échelle nationale avec ceux de Tlpasa, Ghardaia et Tlemcen. Cette structure chapeaute 11 wilayas, Batna, Oum El Bouaghi, Khenchela, Souk Ahras, El Tarf, Skikda, Mila, Annaba, Guelma, Constantine et Tébessa. Des actions de sensibilisation en direction des artisans sont régulièrement menées par les responsables du centre pour les informer sur l'opération d'estampillage, ses conditions et les critères à respecter pour "améliorer" leurs produits, est-il précisé.

CONSTANTINE

Lancement de la première saison de culture du colza en Algérie

La première saison agricole de culture du colza en Algérie a démarré mardi depuis la ferme pilote "Boulechar Hocine" de la commune d'El Khroub (Constantine) en présence du directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), Abderrahmane Bouchahda, représentant le ministre de l'Agriculture et du développement rural.



Dans une déclaration à la presse, en marge du lancement de la culture du colza, Bouchahda a indiqué que l'opération concerne dix wilayas à l'Est du pays en plus de la wilaya de Saïda à l'Ouest et s'inscrit dans le cadre de la feuille de route du secteur de l'agriculture relative aux cultures industrielles.

"Le colza est une culture de plante à l'huile que l'Algérie entend lancer dans le but de contri-

buer à réduire la facture des importations des huiles et des fourrages", a affirmé le même responsable.

Il a également porté l'accent sur l'importance économique de la production de l'huile de table, assurant que la culture du colza qui aura lieu sur les terres incultes contribue par les longues racines de cette plante à la fertilisation du sol et l'amélioration de ses rendements.

Les restes de cette plante riche en

protéines seront utilisés après l'opération d'extraction de l'huile comme aliment de bétail et de volailles, a-t-il encore noté.

LOAIC a mobilisé à travers les coopératives de céréales et légumineuses secs (CCLS) les conditions nécessaires dont les semences, les fertilisants les produits phytosanitaires pour accompagner les agriculteurs investisseurs impliqués dans ce projet de création d'un premier noyau de cette culture "straté-

gique", a affirmé son directeur général. Il a également assuré que 100 points de stockage de proximité d'une capacité cumulée de 5 millions quintaux seront créés à travers le pays pour le stockage du colza.

La wilaya de Constantine a consacré une superficie de 853 hectares exploités par 58 agriculteurs et 8 fermes pilotes pour la culture du colza, selon les explications des cadres de la direction locale des services agricoles.

ANNABA (SANTÉ)

Mise en service "à l'horizon 2021" de plusieurs établissements

Plusieurs établissements de santé, susceptibles de promouvoir les prestations des soins de base et des examens médicaux spécialisés, seront mis en service dans la wilaya d'Annaba "au cours du premier trimestre de l'année 2021", selon les explications présentées mardi au chef de l'exécutif local, Djamel Berimi, lors d'une visite d'inspection des projets de ce secteur.

Ces structures permettront d'améliorer la couverture médicale de proximité dans les nouvelles agglomérations, les localités rurales et les zones d'ombre notamment, ont fait savoir les responsables de ce secteur.

Dans ce contexte, trois (3) polycliniques seront mises en service dans la localité de Kharzaza (commune d'El Bouni), l'agglomération urbaine Kalitoussa (commune de Berrahal) ainsi

que dans la commune de Treat, a-t-on détaillé de même source. Lors de l'inspection de ces projets, le wali d'Annaba, Djamel Berimi, s'est enquis de l'état de l'avancement des chantiers de ces polycliniques en vue de leur livraison "au cours du premier trimestre de l'année 2021". Le premier responsable de la wilaya a également donné des instructions à l'effet d'accélérer la phase d'équipement de ces structures de santé afin d'assurer la couverture médicale de proximité pour les habitants de ces nouvelles agglomérations, ainsi que les zones rurales et éloignées recensées à travers les communes de Treat, Berrahal et El-Bouni. Outre l'aménagement extérieur de ces établissements, le chef de l'exécutif local a souligné l'importance de maîtriser les aspects liés à la gestion de ces structures de santé pour améliorer

la qualité des prestations et préserver ces acquis, qui reflètent "les efforts consentis par les pouvoirs publics dans le but de fournir un service public de santé de proximité". Le secteur de la santé de la wilaya d'Annaba sera doté par plusieurs infrastructures dans la commune d'El Bouni, à savoir, un centre régional transfusion sanguine, d'une capacité de collecte de 100.000 poches/an, qui sera mis en service "au début de l'année prochaine", en sus d'un hôpital spécialisé en cardiologie, équipé de 120 lits dont 80 lits pour la chirurgie cardiaque pédiatrique, selon la même source. Cet hôpital, dont l'avancement des travaux a atteint 85%, sera mis en service "d'ici la fin du premier semestre de l'année prochaine", selon les explications fournies lors de l'inspection de ce projet.

CHLEF (COVID-19)

Fermeture de trois crèches et mise en demeure à six autres

La direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de Chlef a pris une décision de fermeture de trois crèches, et a adressé des mises en demeure à six autres, pour non-respect du protocole sanitaire de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus, a-t-on appris, mardi, auprès de ses services.



"Une décision de fermeture définitive d'un jardin d'enfant et une autre portant fermeture provisoire de deux autres crèches a été prise, dans le cadre de sorties d'inspection pour le contrôle de la reprise des activités des établissements de la petite enfance et leur respect du protocole sanitaire de prévention", a indiqué à l'APS, le directeur de l'action sociale, Dehimi Abdelkader, signalant également que "des mises en demeure ont été adressées à six autres crèches". Selon ce même responsable, ces décisions, visant à "préserver la

santé des enfants, au même titre que celle des employés des crèches, et à prévenir la propagation du nouveau coronavirus", sont intervenues suite à des plaintes de parents d'enfants signalant un non-respect du protocole sanitaire préventif. Des visites-surprises ont été programmées au niveau des crèches concernées, ou il a été enregistré des infractions liées au non-respect des mesures du protocole sanitaire dont l'"exploitation de plus de 50 % des capacités de la structure, absence de tests de dépistage de la Covid-19 pour les employés, non-respect de la dis-

tanciation physique et indisponibilité de bavettes et de gel hydro-alcoolique", a indiqué M. Dehimi. Selon les rapports réalisés par les services compétents de la même direction, dans 51 jardins d'enfants, "d'autres structures risquent d'être fermées si elles ne respectent pas le protocole sanitaire en vigueur", a ajouté le même responsable, qui a salué l'application de mesures préventives dans d'autres crèches alors que "certaines n'ont pas repris leurs activités, en raison de la situation épidémiologique, marquée par une hausse des cas de contamination", a-t-il observé.

Depuis la reprise des activités des crèches le 1er septembre dernier, la DASS de Chlef a lancé de nombreuses campagnes de sensibilisation pour le respect et l'application stricte du protocole sanitaire préventif, tandis que des sorties d'inspection se poursuivent toujours pour toucher le reste des crèches et établissements du secteur. La wilaya de Chlef compte 86 jardins d'enfants agréés. A ce jour aucun cas de Covid-19 n'a été enregistré par le secteur de l'Action sociale et de la solidarité, a-t-on appris de même source.

TIZI-OUZOU

Production prévisionnelle de plus de 519 000 quintaux d'agrumes

Une production prévisionnelle de plus de 519 000 quintaux d'agrumes (toutes variétés confondues) est attendue durant la campagne 2020/2021 dans la wilaya de Tizi-Ouzou soit une augmentation de plus de 35.000 qx par rapport à la campagne précédente, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette récolte, selon la DSA, est prévue sur une superficie en production estimée à 1 433,25 ha totalisant 424 580 arbres répartis sur les vergers d'agrumes de la wilaya. Le rendement moyen de cette saison a été estimé à plus de 360 qx/ha, selon les chiffres communiqués par la direction des services agricoles. L'orange est l'agrumes le plus dominant au niveau de la wilaya. Elle occupe une superficie totale de 1 318,5 ha, dominée par la Thomson (547,5 ha), suivie par la variété Washington Navel (469, 5 ha) et l'orange commune (88 ha). L'on note aussi l'introduction de nouvelles variétés ces dernières années dont la Navel Lane Late (8 ha) et la Carrizo orange (6 ha), a-t-on indiqué à la DSA. Les petits fruits (mandarine et clémentine) occupent une superficie de plus de 205 ha et le citron 77,4 ha, alors que le Pomélo est planté uniquement sur 1 ha, a-t-on ajouté. Durant la saison 2019/2020, une production de 483 254 qx d'agrumes dont 426 357 qx d'oranges a été réalisée à Tizi-Ouzou sur une superficie productive de 1412 ha et grâce à un rendement de 340 qx/ha, a-t-on rappelé de même source.

NAAMA

Un nouveau programme pour le développement des zones pastorales

Un nouveau programme de développement des zones pastorales et de protection du patrimoine forestier sera lancé prochainement dans la wilaya de Naama, a-t-on appris mardi auprès de la conservation des forêts. Ces projets, en phase de préparation pour être lancés dans plusieurs zones d'ombre et autres steppeques éloignées, prévoient la plantation de 150 hectares d'arbres fruitiers, ainsi que la protection des terres fourragères détériorées sur une superficie de 1.000 hectares, a-t-on indiqué. Ce programme comprend aussi le lancement prochain de réalisation de 9.500 mètres cubes de correction torrentielle et de travaux de protection des berges des oueds contre les crues, ainsi que la plantation de 15 ha d'arbustes fourragers et l'aménagement de 8 sources d'eau, selon la même source. Ces projets visent à réhabiliter le couvert végétal dégradé par la sécheresse, le pacage intensif et la surexploitation des steppes, en créant des bandes d'arbres fruitiers adaptés au climat et au sol de la région, à l'instar des oliviers, a-t-on fait savoir, soulignant que ces projets devront créer des emplois, améliorer les conditions de vie des citoyens et contribuer à la préservation des zones forestières. Dans le cadre de la régénération du couvert végétal dans la wilaya de Naama et l'extension de sa superficie, environ 16.000 arbustes ont été plantés durant les mois d'octobre et novembre. L'opération se poursuit pour atteindre quelque 30.000 arbustes avant la fin de l'année en cours, à travers les communes de Naama, Mekmen Benamar, Kasdir et Ain Sefra.

SOUK AHRAS

Lancement "prochain" de réalisation de 21 terrains de proximité

Plus de 21 terrains de proximité seront lancés en travaux "au début du mois de janvier 2021" à travers plusieurs zones d'ombre de la wilaya de Souk Ahras, a annoncé mardi, le directeur de la jeunesse et des sports (DJS). La réalisation de ces infrastructures sportives intervient en réponse aux préoccupations des jeunes résidant dans les zones d'ombre de 26 communes de cette wilaya frontalière, a indiqué à l'APS, Abdelbasset Aoun. Les travaux de réalisation de douze (12) terrains de proximité ont été confiés à la direction locale de l'urbanisme, d'architecture et de la construction (Duac), tandis que neuf (9) autres terrains seront pris en charge par la direction de la jeunesse et des sports (DJS), a fait savoir le même responsable.

Le projet de réalisation de ces infrastructures est en phase de désignation d'assiettes foncières, en coordination avec les chefs de daïras et les présidents d'Assemblées populaires communales (APC), a-t-on encore précisé. Ces terrains de sports dont le délai de réalisation est fixé à deux mois, permettront d'encourager la pratique des différentes disciplines sportives et de découvrir de nouveaux jeunes talents, a-t-il assuré. Par ailleurs, les travaux de pose de la pelouse synthétique pour sept (7) terrains de football sont en cours dans les communes de Bir Bouhaouche, Safel El Ouiden, Oued Keberit, Oum El Adhaim, Taoura, Mechroha et Ain Zana, a révélé le DJS. Il a également souligné qu'un terrain de football a été réceptionné, au début de la semaine

en cours, dans la commune de Lakhdera après l'achèvement des travaux d'une opération de réhabilitation et de la pose d'une nouvelle pelouse synthétique. Durant la semaine en cours, sept (7) terrains de proximité ont été mis à la disposition des jeunes à travers plusieurs communes de la wilaya, a affirmé M. Aoun, ajoutant que quatre (4) infrastructures similaires seront livrées "avant la fin de l'année en cours", dans le quartier 26 avril 1958 de la ville de Souk Ahras. Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Souk Ahras a été doté d'un complexe sportif de proximité, réceptionné récemment au plan d'occupation du sol (POS) 9 du chef-lieu de wilaya, a rappelé le même responsable.

FOOTBALL / LIGUE 1

Toujours positifs au coronavirus, quatre joueurs du CSC maintenus en isolement



Cinq membres de l'équipe seniors du CS Constantine dont quatre joueurs, toujours positifs au coronavirus selon les résultats du dernier test de dépistage, ont été maintenus en isolement à l'hôtel, a indiqué le club de Ligue 1 de football. Il s'agit des joueurs Boudebouda, Belmessoud, Ben-Tahar et Salhi, ainsi que le préparateur physique Labani, au

moment où six joueurs et un entraîneur adjoint "se sont entièrement remis", selon la direction du CSC, invoquant des résultats négatifs à l'issue du dernier test de dépistage. Le 8 novembre dernier, les "Sanafir" devaient entamer un stage bloqué à Alger, entrecoupé par trois joutes amicales, respectivement contre la JS Saoura, le CR Belouizdad et l'US Biskra.

Enfin, la découverte de 12 cas positifs au Covid-19 dans leurs rangs les avait obligés à rentrer aussitôt à Constantine et se mettre en quarantaine. Outre le CSC, plusieurs clubs de Ligue 1, dont le CRB et l'USM Alger, ont enregistré plusieurs cas positifs au coronavirus depuis la reprise des entraînements.

R.S

Brèves

PORTUGAL - CROATIE

Les Portugais évitent la relégation en 2^e place

Le Portugal de Cristiano Ronaldo s'est imposé (3-2) face à la Croatie mardi à Split, et évite la relégation en deuxième division de Ligue des nations au détriment de la Suède, battue en France (4-2). Les vice-champions du monde, qui s'étaient inclinés 4-1 à l'aller, terminent ainsi à la 3e place de ce groupe 3 de Ligue A avec 3 points, derrière la France (16 pts) et le Portugal (13 pts), tenant du titre écarté du "Final 4" après sa défaite face aux Bleus (1-0) samedi à Lisbonne. Les champions d'Europe ont arraché la victoire en fin de rencontre grâce à un doublé du défenseur de Manchester City Ruben Dias (52e, 90e) et un but de Joao Félix (60e), tandis que le milieu de Chelsea Mateo Kovacic a marqué à deux reprises pour la Croatie (29e, 65e).

R.S

FRANCE -SUÈDE

Les bleus s'imposent 4-2



La France a bouclé l'année avec panache. Cueillis à froid par la Suède, les Bleus ont parfaitement réagi pour s'imposer (4-2) avec un doublé d'Olivier Giroud et des buts de Benjamin Pavard et Kingsley Coman. Le novice Marcus Thuram a brillé, Kylian Mbappé a signé une entrée remarquée et Adrien Rabiot a régalé sur la pelouse de Stade de France. Le milieu de terrain de la Juventus est l'un des grands gagnants de ce rassemblement de novembre qui a permis à Didier Deschamps d'y voir plus clair sur sa sélection.

FOOT/ CORONAVIRUS

La FIFA décide d'annuler les mondiaux U-17 et U-20 féminines

Les Coupes du monde de football U17 et U20 féminines, initialement prévues en 2020, sont annulées à cause de la pandémie de coronavirus, a annoncé mardi la FIFA. Initialement prévues en 2020, les Coupes du monde U17 et U20 féminines avaient été reportées à début 2021 en raison de la pandémie de coronavirus. Mais la situation étant encore critique, la FIFA a décidé ce mardi d'annuler ces deux éditions. Par ailleurs, les droits d'organisation des prochaines éditions seront proposés aux mêmes pays hôtes pour 2022. L'instance a donc statué que le Costa Rica accueillerait la Coupe du monde féminine U20 de 2022 et que l'Inde organiserait celle des U17 en 2022.

R.S

LIGUE DES NATIONS

Les médias allemands s'interrogent sur le maintien de Löw

"Maintenant, Jogi vacille". Comme Bild, les médias allemands en ligne s'interrogent sur le maintien du sélectionneur Joachim Löw, en poste depuis 2006, après la défaite historique mardi soir 6-0 contre l'Espagne.



L'équipe nationale essuie sa plus grosse débâcle depuis 1931", un amical c0ontre l'Autriche (6-0), rappelle d'abord le site de Bild, le quotidien le plus lu d'Allemagne. "Sept mois à peine avant l'Euro, poursuit-il, la DFB (Fédération allemande) doit répondre à la question: Joachim Löw est-il l'homme idoine pour le tournoi? Peut-on lui faire confiance pour mener l'équipe vers un succès à l'Euro?" Car, se désole le site Sport1, "rarement auparavant une équipe d'Allemagne avait eu aussi peu d'occasions que pendant ces 90 minutes de Séville. Et

Löw a assisté au découpage en règle de sa formation, pourtant supposée forte". "Le fiasco de Séville aura évidemment des conséquences", pronostique l'Express.de: "Joachim Löw est-il encore le bon sélectionneur pour l'équipe nationale? Il a répondu en conférence de presse après le match: "Si je dois me chercher un nouveau job? ce n'est pas à moi qu'il faut le demander". Même tonalité sur le site de la Süddeutsche Zeitung, le grand quotidien de Munich: "Cette rencontre avec l'Espagne arrive à point nommé pour alimenter le

débat lancé par Oliver Bierhoff (le directeur de la Fédération allemande) sur le thème: +Combien de temps encore avec Jogi Löw". En direct sur la chaîne publique ARD, qui retransmettait le match, Bastian Schweinsteiger, l'ancienne idole des supporters de la Mannschaft, s'est désolidarisé de son ancien entraîneur, avec lequel il entretient pourtant de très bons rapports. Et n'a pas craint de relancer le débat sur le retour du trio Thomas Müller, Jérôme Boateng, Mats Hummels, champions du monde 2014, tout juste trentenaires et évincés de

l'équipe par Löw. "C'est l'équipe d'Allemagne, elle doit rassembler les meilleurs joueurs", a lâché Schweinsteiger, "le sélectionneur a son avis là-dessus, moi j'en ai un différent. C'est exactement dans ce type de match que l'on a vu qu'il manque des joueurs capables de communiquer, de mettre un coup de poing sur la table". Un constat fait par plusieurs médias, comme la Tageszeitung de Munich, qui note que "le onze de Löw a rendu les armes et a encaissé une défaite historique contre des Espagnols déchainés".

R.S

NBA

Holiday (Pelicans) et Bogdanovic (Kings) renforcent Milwaukee

Le meneur des Pelicans de la Nouvelle-Orléans Jrue Holiday et l'arrière de Sacramento Bogdan Bogdanovic vont singulièrement renforcer le double MVP Giannis Antetokounmpo au sein des Milwaukee Bucks, qui renvoient en échange plusieurs joueurs, rapportent les médias américains. Antetokounmpo voulait que ses dirigeants s'activent sur le marché des transferts pour vraiment prétendre à remporter un titre NBA. Il doit être rassuré. Holiday faisait partie des joueurs les plus convoités de cette intersaison, ayant fini l'exercice précédent avec 19,1 points, 6,7 passes décisives et 4,8 rebonds de moyenne. Il vient composer un trio qui devrait être détonant aux côtés du "Greek Freak" (monstre grec) et de l'aïlier Khris Middleton. Selon The Athletic, les Bucks ont envoyé les meneurs Eric Bledsoe et George Hill chez les Pelicans, ainsi que trois futurs premiers choix de la draft. L'arrivée de Bogdanovic vient elle don-

ner encore plus fière allure au cinq majeur, complété par le pivot Brook Lopez. Le Serbe de 28 ans, a cumulé 15,1 points, 3,4 rebonds et 3,4 passes décisives en moyenne la saison dernière avec les Kings. Selon ESPN, sa venue entraîne les départs de l'arrière Donte DiVincenzo, des ailiers Ersan Ilyasova et DJ Wilson. Si les Bucks voient leur profondeur de banc se réduire, l'arrivée de deux nouveaux titulaires en puissance devrait leur donner les moyens d'enfin passer un cap, après deux saisons régulières finies en tête, mais ponctuées par des éliminations précoces en play-offs. De quoi convaincre également leur grande star, Antetokounmpo de prolonger son contrat venant à terme à l'issue de la saison prochaine, d'ici la date butoir du 21 décembre. Le joueur de 25 ans peut tout aussi bien attendre l'an prochain pour le faire, en espérant toucher un maximum d'argent avec une possible hausse du plafond salarial.

R.S

MONDIAL DES CLUBS 2020

Le tournoi se déroulera du 1er au 11 février 2021 au Qatar

La Coupe du monde des clubs 2020, initialement prévue en décembre prochain, se déroulera finalement du 1er au 11 février 2021 au Qatar en raison de la pandémie de Covid-19, a annoncé mardi la Fédération internationale de football (Fifa). La décision de reporter le tournoi au mois de février 2021 a été prise par le Bureau du Conseil de la Fifa qui a pris une série de décisions en relation avec les compétitions de l'instance internationale, dont la Coupe du monde des clubs 2020 et les compétitions féminines de jeunes, initialement prévues en 2020, précise la même source. Le tournoi de la saison dernière s'est terminé par un succès de Liverpool face à Flamengo en finale (1-0 a.p.). La Fifa n'a pas précisé si les supporters seraient en mesure d'assister à l'un des matches. En accord avec son protocole relatif aux matchs internationaux, la Fifa et le pays hôte fourniront les garanties sanitaires nécessaires à la santé et à la sécurité de tous les participants, souligne la Fifa. Le tournoi réunit les six champions continentaux du monde entier, le Bayern Munich, vainqueur de la Ligue des champions européenne, étant le premier à s'être qualifié. D'autre part, le Bureau du Conseil a statué que le Costa Rica accueillerait la Coupe du monde féminine U-20 en 2022 et que l'Inde organiserait la Coupe du monde féminine U-17 la même année.

R.S

ELECTIONS DE LA CAF

Ahmed Yahia : "Je ne suis pas le plan B d'Ahmad"

Le Mauritanien Ahmed Yahya, candidat à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF), a indiqué mardi qu'il n'est pas le plan B de l'actuel président de l'instance Ahmad Ahmad ou le candidat de la Fédération internationale de football (Fifa).



La Fifa ne doit pas soutenir un candidat. Infantino est venu inaugurer des projets financés par la Fifa en Mauritanie dans le cadre du Goal-Fifa. J'ai de bons rapports avec la Fifa, mais nous devons penser par nous-mêmes pour le bien du football africain. Je ne suis pas le plan B d'Ahmad ou le candidat de la Fifa", a déclaré Ahmed Yahya au micro de RFI. Elu président de la FFRIM en 2011 à 35 ans seulement, Ahmed Yahya s'était lancé alors dans un vaste chantier de construction du ballon rond mauritanien. A son arrivée, l'équipe nationale A pointait à la 190e place du classement des nations. En 2013, la Mauritanie se qualifie pour le Championnat d'Afrique des nations 2014 (CHAN 2014). Après avoir échoué à se qualifier pour le CHAN 2016, les Mourabitoine participent au CHAN 2018 et surtout à leur première Coupe d'Afrique des nations en 2019. "J'ai soigneusement évalué la

situation actuelle de la CAF et j'ai décidé d'être candidat pour changer les choses. La CAF doit être respectée, elle doit avoir un personnel qualifié et une gestion transparente", a-t-il dit. "Je suis candidat, c'est ma conviction, je peux apporter des jours meilleurs à la CAF", avance celui qui fait partie du Comité exécutif actuel de la CAF. Sans vouloir s'attarder sur le bilan de la présidence, Ahmad Yahya veut "faire grandir le foot" sur le continent africain et rêve même d'une équipe africaine en finale de la Coupe du monde. Il souhaite aussi développer le foot féminin et attend des clubs structurés. "Nous devons travailler pour trouver des nouvelles sources de revenus pour la CAF. Si je suis élu, je vais œuvrer pour accroître le soutien aux fédérations. Grâce à de nouvelles idées, j'ai multiplié par 20 les revenus de ma Fédération. Je ne promets pas de multiplier par 20 les revenus de la CAF ! Mais je vais faire en sorte de les augmenter sensible-

ment", avance-t-il. A propos d'une CAN tous les quatre ans fortement souhaitée par la Fifa, Ahmed Yahya veut d'abord concerter tout le continent avant de prendre une décision. "Il faut voir si cela vaut la peine de changer la fréquence de la CAN. Un changement ne peut être possible que s'il avantage le football africain". Outre Ahmed Yahya, quatre autres candidats sont en course pour la présidentielle de la CAF : le Malgache Ahmad Ahmad, actuel président de la CAF, l'Ivoirien Jacques Anouma, le milliardaire sud-africain Patrice Motsepe et le Sénégalais Augustin Senghor. M. Ahmad brigue un deuxième mandat malgré des accusations de corruption et de harcèlement et des critiques sur sa gestion financière. L'instance dirigeante du football africain dévoilera les noms des candidats le 11 janvier 2021.

R.S

Brèves

FOOT/CORONAVIRUS

La FIFA décide d'annuler les mondiaux U-17 et U-20 féminines

Les Coupes du monde de football U17 et U20 féminines, initialement prévues en 2020, sont annulées à cause de la pandémie de coronavirus, a annoncé mardi la FIFA. Initialement prévues en 2020, les Coupes du monde U17 et U20 féminines avaient été reportées à début 2021 en raison de la pandémie de coronavirus. Mais la situation étant encore critique, la FIFA a décidé ce mardi d'annuler ces deux éditions. Par ailleurs, les droits d'organisation des prochaines éditions seront proposés aux mêmes pays hôtes pour 2022. L'instance a donc statué que le Costa Rica accueillerait la Coupe du monde féminine U20 de 2022 et que l'Inde organiserait celle des U17 en 2022.

R.S

FOOT / QUALIFICATIONS CAN-2021

Le Mali et la Tunisie qualifiés

Le Mali vainqueur en Namibie (2-1) et la Tunisie accrochée en Tanzanie (1-1) se sont qualifiés mardi pour la CAN-2021. Les Maliens, supérieurs techniquement, se sont imposés grâce à des buts de Koita (12e) et Doumbia (37e), Kambindu ayant réduit le score deux minutes plus tard. Avec 10 points au compteur, ils ne peuvent plus être rejoints par le 3e du groupe A. De son côté, la Tunisie qui avait besoin d'un résultat nul, a souffert mais a réussi à contenir la Tanzanie (1-1) pour décrocher son sésame pour cette édition reportée en janvier 2022 à cause du Covid-19. Dans le groupe E, le Maroc a battu la Centrafrique (2-0) dans une rencontre disputée à Douala, au Cameroun, pour des raisons de sécurité. Dans le groupe G, l'Egypte est allée battre le Togo (3-1). La Côte d'Ivoire et Madagascar se sont neutralisés (1-1) alors que l'Ethiopie a surclassé le Niger (3-0) dans le groupe K. Dans les autres matches de la journée, la RD Congo s'est relancée en s'imposant en Angola (1-0). Le Ghana s'est incliné au Soudan sur un but de Rahman dans le temps additionnel (1-0). Enfin, les deux affiches du groupe I, Lesotho-Bénin et Sierra-Léone - Nigeria, se sont soldées par un résultat nul et vierge. La prochaine journée se déroulera au mois de mars 2021.

R.S

FOOT/ SUPER-COUCHE D'ALGÉRIE

Le match USMA-CRB débutera à 20h30 à huis clos

Le match de la Supercoupe d'Algérie 2018/2019 entre l'USM Alger (champion) et le CR Belouizdad (vainqueur de la coupe) prévu le samedi 21 novembre au stade du 5-Juillet, débutera à 20h30 à

huis clos, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP). Le match de la Supercoupe d'Algérie viendra marquer le début de la saison 2020-2021, et constituera le premier rendez-vous officiel, huit mois après la sus-

pension des compétitions en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). En prévision de ce rendez-vous footballistique, la LFP avait tenu dimanche une réunion avec les représentants des deux

clubs, consacrée au volet organisationnel de cette rencontre qui se déroulera sans public en raison de la pandémie de Coronavirus qui sévit actuellement dans le pays.

R.S

LIGUE DES CHAMPIONS - TOUR PRÉLIMINAIRE ALLER

Un trio arbitral marocain pour CRB-Al Nasr

Un trio arbitral marocain a été désigné par la Confédération africaine de football pour officier le match CR Belouizdad - Al Nasr de Libye, prévu le 29 novembre au stade 5-Juillet (Alger) pour le compte du match aller du tour préliminaire de la Ligue des champions africaine de football. Il s'agit de l'arbitre principal Djallal Djayed, qui sera assisté de ses compatriotes Hicham Ait Abbou et Yahia Nouali, selon la direction du CRB. La rencontre est prévue à partir de 17h00 au stade 5-Juillet. Elle se jouera à huis clos en raison de la pandémie de nouveau coronavirus. Le match retour aura lieu à l'extérieur, entre le 4 et le 6 décembre. En cas de qualification, le Chabab sera opposé au vainqueur de la double confrontation entre l'Armée patriotique rwandaise et Gor Mahia (Kenya).

R.S

SPORT / ALGÉRIE - PANDÉMIE

Le MJS instaure de nouvelles mesures de prévention

Les clubs de Ligue 1 de football et les athlètes d'élites, préparant les prochains grands rendez-vous internationaux, dont les Jeux olympiques et Paralympiques 2021 à Tokyo, sont les seuls à avoir été épargnés par les dernières mesures restrictives, adoptées par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus. Dans une correspondance adressée mardi aux différentes Fédérations et associations placées sous sa tutelle, le

MJS a en effet demandé "une fermeture pour 15 jours" de l'ensemble des salles omnisports, des aires de jeux, et des maisons de jeunes, pour éviter tout risque de propagation du COVID-19. Le ministère a interdit également toute forme de rassemblement au niveau des instances, y compris les réunions à caractère organisationnel. Le MJS a profité de l'occasion pour inciter les Fédérations et différentes associations placées sous sa tutelle à multiplier les campagnes de désinfection au ni-

veau des établissements, tout en les appelant à sensibiliser les gens, particulièrement sur la nécessité de porter la bavette dans les lieux publics. La pandémie du nouveau coronavirus a connu une expansion sans précédent au cours des derniers jours en Algérie, où les chiffres ont dépassé pour la première fois la barre des 1000 cas par jour. Une situation ayant incité le MJS à prendre de nouvelles mesures restrictives pour essayer de stopper cette expansion dans les milieux sportifs.

Brèves

AFGHANISTAN-
IRAK

Réduction du
nombre de troupes
américaines d'ici
janvier

Les Etats-Unis vont réduire le nombre de leurs troupes en Afghanistan à 2.500 en janvier 2021, le plus faible contingent américain en deux décennies de guerre, a annoncé mardi le Pentagone. Environ 2.000 militaires vont se retirer d'Afghanistan d'ici le 15 janvier, et 500 autres quitteront l'Irak pour ne laisser que 2.500 soldats dans chaque pays, a précisé le nouveau ministre de la Défense par intérim, Christopher Miller. Cette décision reflète le souhait du président américain de "mettre fin avec succès et responsabilité aux guerres en Afghanistan et en Irak de ramener nos courageux soldats à la maison", a-t-il affirmé. Avant l'annonce du Pentagone, plusieurs responsables américains et étrangers avaient mis en garde contre un retrait précipité et total qui favoriserait les groupes extrémistes comme Al-Qaïda ou le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (Daech/EI). Le chef de la majorité républicaine au Sénat Mitch McConnell avait estimé lundi que les Etats-Unis "abandonneraient" leurs alliés en procédant à un retrait trop rapide. Pour l'Otan, l'Afghanistan pourrait "redevenir une base pour les terroristes internationaux". Les forces américaines "restent engagées à protéger la sécurité du peuple américain et à soutenir nos alliés et partenaires dans le monde", a assuré Christopher Miller.

THAÏLANDE

Escalade des
tensions entre la
police et les
manifestants

La police a fait usage mardi à Bangkok de canons à eau et de gaz lacrymogène contre des manifestants rassemblés près du Parlement, ont rapporté des médias locaux. Vingt-trois personnes, souffrant en majorité de troubles causés par les gaz irritants, ont eu besoin d'une prise en charge médicale, selon le centre médical d'urgence Erawan à Bangkok. Dans la matinée, plusieurs centaines de protestataires ont marché vers le Parlement pour faire pression sur les députés et les sénateurs qui débattent d'une éventuelle réforme de la Constitution. En fin d'après-midi, certains ont tenté de se frayer un passage pour se rapprocher de l'édifice, protégé par des blocs de béton, des barbelés et des centaines de policiers. Le Parlement est réuni pour décider quels projets d'amendements constitutionnels il accepte d'examiner et doit voter sur ce point mercredi. Plusieurs propositions lui ont été soumises par une partie de l'opposition et une ONG : elles visent notamment à réformer le Sénat, jugé trop proche de l'armée, la Commission électorale et la Cour constitutionnelle. L'une d'entre elles prévoit aussi que le Premier ministre soit obligatoirement être issu des rangs du Parlement.

LIBYE

Le Bulgare, Nickolay Mladenov, nouvel émissaire de l'ONU ?



L'actuel émissaire de l'ONU pour le Proche-Orient, le Bulgare Nickolay Mladenov, est en voie de devenir le nouveau médiateur onusien pour la Libye après un renoncement de l'Afrique à obtenir le poste et plus de huit mois de divisions au Conseil de sécurité, a-t-on appris mardi de sources diplomatiques.

"L'Afrique ne bloque plus cette nomination", a indiqué un diplomate cité par l'agence AFP. L'officialisation de Nickolay Mladenov devrait se faire dans le cadre d'un "paquet" de nominations incluant des fonctions pour des Africains, selon un autre diplomate. La nouvelle mission politique de l'ONU au Soudan créée en juin est

à cet égard en attente d'un chef. D'autres missions de paix de l'ONU, comme au Mali, devraient aussi changer de titulaires qui arrivent en fin de mandat. Le dernier émissaire de l'ONU pour le conflit libyen était le Libanais Ghassan Salamé, démissionnaire début mars pour raison de santé. Sa numéro deux, l'Améri-

caine Stephanie Williams, a depuis assuré l'intérim, parvenant récemment à un accord pour des élections en décembre 2021. Le remplacement de Ghassan Salamé s'est heurté à l'intransigence des Etats-Unis. Avec un Européen comme nouveau médiateur, cette deuxième fonction devrait revenir à un Africain, selon des Africains.

BURKINA FASO

"Pas de négociations avec les terroristes"

Le président sortant du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a insisté mardi que son pays ne négocierait pas avec les terroristes, au lendemain de l'inhumation des 14 soldats burkinabè tués le 11 novembre dans une embuscade contre l'armée. "Nous ne négocierons pas avec ceux qui ont pour projet de démanteler le Burkina Faso et mettre à mal notre vivre-ensemble", a déclaré M. Kaboré à Dédougou (nord-ouest) en campagne électorale pour un second mandat. "Ceux qui ont parié sur notre chute du fait des attaques terroristes et autres actes de déstabilisation ont oublié que nous sommes de dignes Burkinabè", a

souligné le président Kaboré. Elu en 2015, dès le premier tour, avec 53,49% des voix, le premier mandat de M. Kaboré a été éprouvé par des attaques terroristes contre l'armée et les populations civiles dans plusieurs régions du pays. La dernière attaque contre l'armée burkinabè a été revendiquée par le groupe terroriste autoproclamé "Etat Islamique" (EI/Daech), selon des sources concordantes. Depuis 2015 les attentats terroristes ont fait 1.665 morts, dont 1.229 civils et 436 membres des forces de défense et de sécurité, selon un décompte du Conseil économique et social du Burkina Faso.

TURQUIE

Le Parlement approuve le déploiement de troupes en Azerbaïdjan

Le Parlement turc a adopté mardi une motion autorisant le déploiement de troupes en Azerbaïdjan afin de surveiller l'accord de cessez-le-feu conclu dans la région du Haut-Karabakh. La motion autorise le gouvernement à envoyer des troupes dans la région pour un mandat d'un an. Les effectifs exacts seront déterminés par le président. Le texte mentionne également la création d'un "Centre conjoint" Turquie-Russie, qui servira à surveiller le cessez-le-feu, et précise que du personnel civil et militaire turc participera si nécessaire aux activités du centre. Cette motion vise à "respecter les obligations contractées dans le cadre du Traité de partenariat stratégique et d'assistance mutuelle entre l'Azerbaïdjan et la Turquie". Elle permettra de "veiller à l'instauration d'un cessez-le-feu, prévenir les violations de la trêve, et garantir la paix et la stabilité dans la région afin de protéger efficacement les intérêts supérieurs de la Turquie". Le déploiement de troupes dans la région est considéré comme nécessaire pour défendre les intérêts nationaux de la Turquie, ajoute la motion.

ALASSANE OUATTARA

"Il n'y aura pas de transition en Côte d'Ivoire"

Le président ivoirien Alassane Ouattara, réélu pour un troisième mandat controversé, a raillé mardi une partie de l'opposition en assurant qu'il n'y aurait "pas de transition", mais l'invitant aussi au dialogue. "Tous ceux qui se font des idées sur une transition, ils peuvent toujours rêver, il n'y aura pas de transition !" a lancé le président Ouattara lors d'un conseil politique de son parti, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), à Abidjan.

Réélu à la présidentielle du 31 octobre avec 94,27% des voix, le chef de l'Etat a déclaré : "D'où vient cette idée de transition ? Trois ans avant on sait qu'il y a une élection, on s'assoit dans son salon et puis on dit qu'il y a une transition". Ne reconnaissant pas la réélection de M. Ouattara, car jugeant un troisième mandat inconstitutionnel, des dirigeants de l'opposition, qui a boycotté le scrutin, ont proclamé un "Conseil national de transition". Après plusieurs jours de tensions, marqués par l'arrestation de plusieurs leaders de l'op-

position, un dialogue a cependant débuté avec une rencontre le 11 novembre entre M. Ouattara et le chef de l'opposition, l'ex-président Henri Konan Bédié. "Tout en se disant "révolté" par les "87 morts" (le gouvernement en avait décompté 85 jusque là) causés par des affrontements pendant la période électorale, ainsi que par le fait que près d'un million et demi d'Ivoiriens n'aient pas pu voter en raison des actions de "désobéissance civile" lancées par l'opposition, M. Ouattara a invité au "pardon mutuel et à la tolérance".

POLISARIO

Les portes du dialogue ouvertes mais avec la poursuite de la lutte armée

Le Secrétaire général du ministère de la Sécurité et de la Documentation du Gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Sid Ould Oukal, a affirmé que le front Polisario laisse les portes du dialogue ouvertes mais avec la poursuite de la lutte armée qui a repris irrévérablement et sans interruption.



S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue mardi, le responsable sahraoui a précisé que le front Polisario avait annoncé la reprise de la lutte armée pour libérer les territoires occupés par le Maroc «sans exception, ni distinction aucune», en référence à la tentative marocaine de se focaliser sur la brèche illégale d'El Guerguerat. Il a estimé que la Minurso «n'a pas seulement échoué à mettre en œuvre ses engagements contenus dans le Plan de règlement ONU-UA, mais s'est transformée en gardien du cessez-le-feu qui n'est qu'une partie de ce Plan». M. Ould Oukal a indiqué que le front Poli-

sario, qui «en a assez de l'obsession marocaine et de l'incapacité de l'ONU à s'imposer contre l'ennemi, laisse les portes du dialogue grandes ouvertes «à condition que la lutte militaire se poursuive, après sa reprise irrévérrible et sans interruption». A une question sur le soutien apporté au front Polisario dans la lutte contre l'occupant marocain, le même responsable sahraoui a réaffirmé que «le principal objectif pour lequel le front a été créé consiste à libérer l'ensemble du territoire du Sahara Occidental, un objectif pour lequel nous avons payé un lourd tribut et consenti des efforts et des sacrifices pour l'atteindre par

les moyens pacifiques disponibles. Néanmoins, face à l'incapacité onusienne et à l'intransigence marocaine, notre marche aujourd'hui ne s'arrêtera jamais sans le recouvrement de la souveraineté sur tout le territoire et notre patrie occupée». Vendredi passé, les forces d'occupation marocaines ont mené une agression militaire dans la zone-tampon de Guerguerat, en procédant à l'ouverture de trois nouvelles brèches illégales en violation de l'accord de cessez-le-feu signé en 1991 entre les deux parties (Maroc et front Polisario) sous l'égide des Nations unies.

R.I

Brèves

AFRIQUE DU SUD

Il faut reprendre d'urgence les négociations

L'Afrique du Sud a appelé les parties en conflit au Sahara Occidental, le Front Polisario et le Maroc, à reprendre "d'urgence" les négociations et sans préconditions, réaffirmant le soutien de son pays à l'autodétermination du peuple sahraoui. "Conformément à la position de l'Union africaine (UA), nous demandons aux parties de reprendre d'urgence les négociations, sans conditions préalables et de bonne foi, sous les auspices du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, tandis que le Conseil de sécurité reste saisi de la question, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable", écrit l'ambassadeur de l'Afrique du Sud à l'ONU, Jerry Matthews Matijila, dans une missive adressée à la présidente du Conseil de sécurité, la veille de l'agression militaire marocaine à Guerguerat. L'ambassadeur sud-africain a rappelé que la République arabe sahraouie démocratique est un Etat fondateur et membre à part entière de l'Union africaine, créée le 9 juillet 2002, soulignant que la "démarche" de son pays sur la question du Sahara occidental "s'inspirait de la position de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations unies, qui continuent de la considérer comme une question de décolonisation". "Au vu de sa propre histoire de colonisation et de ségrégation raciale institutionnalisée sous le régime de l'apartheid, la position de l'Afrique du Sud trouve un écho dans les pays qui ont connu le colonialisme et l'occupation", a relevé l'ambassadeur dans sa lettre. A cette fin, "l'Afrique du Sud a toujours été en faveur de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, laquelle repose sur les décisions de l'Union africaine et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies", a indiqué Jerry Matijila.

R.I

SÉNÉGAL

L'armée française installe ses quartiers à l'aéroport international Blaise-Diagne

L'escadre aéronautique des éléments français au Sénégal, ouverte le 13 novembre dernier, n'est pas une base militaire proprement dite. Mais elle devrait permettre aux soldats français de disposer d'un point d'appui logistique et stratégique utile au regard de la situation qui prévaut en région ouest-africaine, notamment au Mali. Les 400 militaires et civils, qui constituent les Éléments français au Sénégal, (EFS) ont désormais leur repaire à l'aéroport international Blaise-Diagne de Diass (AIBD), à 40 km de Dakar. Il s'agit d'une escadre aéronautique dont l'espace a été inauguré le 13 novembre dernier. Entamée depuis plusieurs mois, la migration des EFS de l'aéroport Léopold-Sédar-Senghor (LSS) vers la nouvelle plateforme sénégalaise satisfait à «des sollicitations exprimées par la France et auxquelles le Sénégal a répondu favorablement», indique une source militaire sénégalaise contactée par Sputnik et ayant souhaité garder l'anonymat. Pour Paris, cette acquisition compense également sa session aux forces américaines de la base aérienne de Ouakam, une commune située sur la côte ouest de la capitale. «Avec la transformation de LSS en vrai aéroport militaire pour le Sénégal et vu que la totalité du trafic a été dérivée vers l'Aibd, les Français avaient urgemment besoin d'un nouvel espace pour continuer leurs opérations stratégiques et notamment en recherche-sauvetage. Mais les raisons géopolitiques restent déterminantes», précise la même source militaire. Située non loin du pavillon présidentiel, l'escadre aéronautique des EFS dispose de son propre écosystème, dont un tarmac destiné à accueillir des avions militaires français ou étrangers, un système de ravitaillement permanent des avions, des lieux d'entreposage de matériel, des lieux d'approvisionnement et la possibilité de faire des réparations.

R.I

ASSOCIATION AMÉRICAINE DES JURISTES (AAJ)

L'agression marocaine est une violation flagrante de l'ordre juridique international

L'Association américaine des juristes (AAJ) a condamné fermement l'attaque de l'armée d'occupation marocaine contre les civils sahraouis dans la région de Guerguerat, la qualifiant de violation flagrante de l'ordre juridique international. Il s'agit d'un "nouveau pas du Royaume du Maroc dans le domaine de l'illégalité internationale, qui a commencé en novembre 1975 avec l'invasion du Sahara occidental, immédiatement après l'avis juridique de la Cour internationale de justice établissant l'absence de lien souverain entre le Royaume du Maroc et le Sahara occidental auquel s'appliquait la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU", indique l'AAJ dans un communiqué. Après 10 jours de protestations

pacifiques de dizaines de civils sahraouis devant la brèche "illégal" de Guerguerat (au sud du Sahara occidental) par laquelle "le Royaume du Maroc, puissance occupante du territoire non autonome du Sahara occidental, exporte une grande partie des richesses naturelles appartenant au peuple sahraoui, les forces d'occupation marocaines ont ouvert le feu sous prétexte de disperser la manifestation, en violation flagrante des principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (ONU, 27/9/1990)", ajoute le communiqué. Face à cette situation, l'AAJ appelle le Secrétaire général de l'ONU à faire "tout son possible pour que la Minurso remplisse son mandat principal : l'organisation d'un référendum

libre et transparent sur l'autodétermination du peuple sahraoui", conformément à la résolution 1514 (XV) et aux deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme sur le droit à la souveraineté et à l'autodétermination (Art. 11) et au principe de progressivité dans la réalisation des droits qu'ils établissent (Art. 2 et 16 et concordant). Le mandat de la Minurso était d'organiser le référendum d'autodétermination au plus tard neuf mois après la création de la mission onusienne, soutient l'AAJ. L'association américaine des juristes a ajouté que "depuis vingt-neuf ans, le peuple sahraoui attend pacifiquement, subissant la répression et des entraves répétées à l'exercice du droit de manifester garanti par le Pacte international relatif aux droits

civils et politiques (art.21). Pendant ce temps, la puissance occupante utilise la violence et les obstacles bureaucratiques pour retarder et empêcher son obligation de tenir le référendum", notant que la "complicité des Etats-Unis, de la France et de l'Espagne et leur soutien économique, militaire et politique ont été décisifs pour permettre l'expansionnisme marocain". L'AAJ a relevé que "l'attitude passive" des Nations unies dans le processus conduisant à l'organisation du référendum promis au peuple sahraoui depuis 1966 est une "honte", appelant l'organisation internationale à assumer sa responsabilité de "veiller à ce que le droit international soit également applicable aux puissances coloniales".

R.I

Au Nigeria, le grand dessillement

Début octobre, la jeunesse d'une douzaine d'États du sud et du centre de la fédération nigérienne, présidée par l'ancien général Muhammadu Buhari, s'empara de la rue. L'objectif était de dénoncer, après un assassinat trop, les exactions des SARS (Special Anti-Robbery Squad), la brigade spéciale de répression des vols. Formée en 1984, jouissant d'une semi-autonomie, les SARS étaient depuis 2017 l'objet d'une campagne de dénonciation sur les réseaux sociaux, en parallèle de l'appel à « la révolution, maintenant » lancé par le journaliste Omoyele Sowore, directeur du journal en ligne Sahara Reporters.

La sanglante répression de Lekki été perpétrée à l'entrée de l'un des quartiers les plus riches de la mégapole la plus peuplée d'Afrique subsaharienne : cette fois les victimes ne pouvaient pas être qualifiées de « terroristes ». Le mouvement de contestation du mois d'octobre, relayé en direct par les 24 millions de Nigériens actifs sur les réseaux sociaux, a donc contraint le pouvoir central à démanteler les SARS. Amnesty International Nigeria, qui n'a eu de cesse depuis cinq ans de dénoncer ses exactions, estime que ces unités seraient responsables d'au moins 82 cas de torture, de mauvais traitements et d'exécutions extrajudiciaires survenus entre janvier 2017 et mai 2020. Les jeunes Nigériens de la classe moyenne et urbaine, affichant dreads, tatouages et smartphones, étaient particulièrement harcelés par les membres des SARS. Ceux de la rue, confrontés quotidiennement aux exactions policières, ont embrayé derrière elle. La contestation s'est alors élargie à un ensemble de revendications sociales alors que le Nigeria, après 60 ans d'indépendance — dont 22 sous joune militaire —, vient de passer le cap des deux décennies de retour à la démocratie.

Celle-ci vient de rappeler une nouvelle fois quelle n'était qu'une façade au Nigeria en matière de respect des droits humains et du droit à manifester pacifiquement. Le mardi 20 octobre, M. Babajide Sanwo-Ou, gouverneur de l'État de Lagos, membre du parti APC (All Progressives

Congress) au pouvoir, annonçait que son État serait placé sous couvre-feu à partir de 16 heures. À 18 h 45, les forces de sécurité ont fait leur apparition au péage autoroutier de Lekki, mettant un terme brutal au rassemblement pacifique de près de 1 000 personnes organisés depuis plusieurs jours devant l'entrée de l'autoroute à six voies donnant sur la péninsule de Lekki, à l'est de la mégapole. Une semblable répression s'abattait dans le quartier d'Alausa, au nord de la capitale économique du Nigeria Lagos. Toujours selon Amnesty International, au moins 12 manifestants ont perdu la vie ce jour-là, alors que plusieurs centaines d'autres étaient blessés. Cette semaine sanglante aurait en tout causé la mort d'au moins 69 personnes dans le pays.

Orage de coups de feu

Les images du drame de Lekki, son orage de coups de feu semant confusion et pleurs parmi les drapeaux nigériens à terre, ont été massivement relayées par la diaspora. Plusieurs influenceurs nigériens, allant des artistes de la scène afrobeat tels que Burma Boy et Salz à l'autrice Chimamanda Ngozi Adichie, ont contribué à susciter un vaste émoi international sur les réseaux, avant que ne s'abatte sur le Nigeria une pluie de condamnations et réprobations officielles, du président de la commission de l'Union Africaine, M. Moussa Faki Mahamat, à Joe Biden, le candidat démocrate à la Maison Blanche. Durant cette journée, beaucoup de jeunes nigériens se sont soudainement rappelés ce que leurs parents leur racontaient au sujet du premier Muhammadu Buhari, celui d'avant la « conversion à la démocratie », dirigeant, entre 1983 et 1985, le pays d'une poigne de fer. Le souvenir du musicien contestataire Fela Ransome Kuti, qui fut l'une des bêtes noires du Buhari dictateur, n'aura jamais été aussi présent dans la mémoire des Nigériens depuis le retour de la démocratie, comme le rappelle la revue The Republic, en pointe durant le mouvement de manifestation. Avant ce mardi noir, le Nigeria avait déjà connu en 2020 120 exécutions extra-judiciaires de civils

par les forces de sécurité, selon l'ONG Global Rights. Lesquelles impliquaient non seulement des membres des SARS mais également d'autres unités de police, tout comme des militaires de la Navy et de l'infanterie nigérienne, du Nigeria Security and Civil Defence Corps, ainsi que des fonctionnaires des douanes. Le journal nigérien en ligne The Cable décompte de son côté 92 morts en un an, à l'actif de la seule police fédérale. Depuis l'arrivée en 2015 de M. Buhari à la tête de la fédération nigérienne, puis sa réélection en 2019, le Nigeria a également connu un massacre commis par ses forces armées : à Zaria, en décembre 2015, marqué par l'exécution de 350 militants chiites du mouvement islamique du Nigeria (MIN), dirigé par Ibrahim Al-Zakzaky. Ce dernier reste toujours détenu aujourd'hui malgré les demandes de libération et les manifestations quasi hebdomadaires menées par le MIN à Abuja. Trois ans plus tard, en 2018, la garde présidentielle ouvrit le feu sur l'une d'entre elle, tuant au moins 39 manifestants, selon les estimations.

« Il existe de nombreuses similitudes entre les fusillades d'octobre 2018 et celle d'octobre 2020 », souligne pour le site The Conversation le chercheur nigérien Samuel Olamide, spécialisé dans les questions de sécurité à la SOAS University of London :

« Des manifestants pacifiques ont été enfermés dans une nasse, avant que les forces armées ne tirent à balles réelles sur des foules de civils sans discrimination, continuant de le faire alors même que les civils se retiraient (...). Mais les réactions aux deux massacres ont été nettement différentes. Le MIN a été décrit par le gouvernement comme violent, avec des objectifs équivalents à ceux de la secte militante Boko Haram. Le gouvernement a justifié la réponse brutale des forces armées nigériennes à travers un récit racontant qu'il s'agissait d'une guerre menée contre un ennemi lointain, terrible et intransigeant avec l'État. Le gouvernement a contrôlé le flux d'informations concernant l'incident de 2018 et, par conséquent, le récit populaire. Il a ouvert une enquête interne sur l'incident mais n'a pas depuis publié ses conclusions, alors qu'aucun militaire ou policier n'a été tenu pour responsable. Le meurtre répression de Lekki, en revanche a été perpétrée dans l'un des quartiers les plus riches et les plus densément peuplés du pays. Cette fois, les victimes ne pouvaient pas être qualifiées de « terroristes ». C'étaient de jeunes citadins. Lagos est un centre commercial peuplé d'individus entrepreneurs et férus de technologie. Il n'est donc pas surprenant que la couverture du massacre générée par les utilisateurs soit sans précédent dans l'histoire du Nigeria ».

Plusieurs éléments troublants, confirmés par Amnesty International, semblent attester que l'intervention des forces de sécurité avait été préparée : « Peu de temps avant les tirs, explique l'ONG internationale de défense des droits humains, les caméras de télésurveillance installées à l'entrée du péage autoroutier de Lekki ont été enlevées par des officiels alors que l'éclairage était coupé, une volonté claire de cacher les preuves ». L'immense panneau publicitaire électronique situé à l'entrée du péage a également été déconnecté avant l'assaut.

En représailles à l'intervention des forces de sécurité, plusieurs bâtiments privés et publics de la capitale économique ont été incendiés, dont le domicile de la mère de l'actuel gouverneur de Lagos, et le siège de la chaîne de télévision Continental, propriété de son prédécesseur à la tête de l'État, M. Bola Tinubu (1999-2007). Pour une partie de la rue, l'élite politico-affairiste de Lagos, constatant le blocage de ses affaires et de ses entreprises, aurait en effet une part de responsabilité dans ce bain de sang. Pour RealTambou, une jeune entrepreneuse en produits de beauté active sur Twitter, l'intervention des forces de sécurité aurait été menée parce que « Tinubu n'a pas pu récolter les profits du péage de Lekki durant deux semaines... Ce n'est pas une démocratie, poursuit elle, c'est une oligarchie et Tinubu en est un des symboles ».

Escoqueries foncières

Figure de l'APC, le « parrain de Lagos » est l'un des architectes de l'arrivée de Muhammadu Buhari au pouvoir. Sa fortune, immense, est l'objet d'interrogations. M. Tinubu envisage de se présenter aux présidentielles de 2023. Sous ses deux mandats à la tête de l'État le plus riche et peuplé de la Fédération, la mégapole de Lagos a connu d'importantes améliorations socio-économiques et le lancement de plusieurs projets d'infrastructures destinés à la décongestionner et l'étaler vers l'est.

À l'époque, le Nigeria, aujourd'hui en récession, connaissait encore un fort taux de croissance. Les fonds d'investissements internationaux ont afflué vers des projets menés par (et réservés à) l'oligarchie nigérienne : le projet d'Eko City — le futur « Dubaï » de Lagos —, mais également des programmes immobiliers et industriels destinés à s'élever sur la péninsule marécageuse de Lekki, dans le sillage de l'autoroute en construction menant à Epe. La concession de cette autoroute, montée dans le cadre d'un partenariat public-privé avec un opérateur émirati, a finalement été rachetée par l'État de Lagos de « manière à démocratiser l'utilisation de la voie ».

« Durant les dix dernières années, soulignait en 2010 le journal en ligne Sahara Reporters, Tinubu et Fashola [son successeur à la tête de l'État de Lagos], ont été impliqués dans diverses escoqueries foncières, y compris la conversion pure et simple de terres publiques appartenant à l'État de Lagos à des fins personnelles (...). Ceux-ci ont aussi donné des terres et des bâtiments de l'État à leurs amis, leurs associés politiques, des fonctionnaires et des membres d'agences de sécurité, des politiciens et des membres des différentes branches du pouvoir judiciaire, le tout aux dépens des contribuables de Lagos... » En juillet dernier, le journaliste nigérien Toyé Afeni notait pour The Africa Report que la société civile hostile à Bola Tinubu était particulièrement préoccupée par une firme, Alpha Beta Consulting, qui avait obtenu sous le mandat de Tinubu un contrat lui donnant le droit exclusif de collecter des impôts au nom de l'État de Lagos. Alpha Beta Consulting percevait une commission d'environ 10 % sur les revenus perçus par l'État ! « De nombreux groupes pro-transparence et militants de l'opposition ont demandé des informations sur ce groupe et ses liens avec Tinubu et d'autres politiciens de l'État », souligne le journaliste. En vain.

Lors de son terne discours à la nation diffusé le jeudi 22 octobre au soir, deux jours après la sanglante répression de Lekki, M. Buhari n'a manifesté aucune empathie pour les victimes. Il n'a pas non plus fait référence au drame du péage autoroutier. En revanche, l'accent a été mis sur la reprise de l'activité économique et l'aide aux entrepreneurs déjà fragilisés par le Covid-19. Bola Tinubu, qui a retourné n'importe quel intérêt personnel dans le péage autoroutier, a condamné les attaques contre des manifestants pacifiques et appelé l'État de Lagos à donner une partie des revenus générés par l'autoroute aux victimes des tirs survenus au péage autoroutier. Le gouvernement s'est engagé à former une commission d'enquête indépendante alors que des pillages d'entrepôts alimentaires se multipliaient dans le pays.

Le calme est aujourd'hui retombé sur la Toile. Soutien de M. Buhari, les gouverneurs du nord du pays, constatant les « actions subversives » de certains manifestants, appellent à une régulation des réseaux sociaux. Mais le combat, pour autant, se poursuit. Pendant que l'on écrit ces lignes, Soro Soke FM, dont le nom vient d'une expression Yoruba (« Speak up - Ouvrez là ») devenue le cri de ralliement des manifestations, continue à programmer afrobeat(s) et reggae, bien sûr beaucoup de Fela, mais aussi à diffuser les constats déçus d'artistes des années 2000 tels qu'Eedris Abdulkareem. Régulièrement, le radio en ligne décline les noms des jeunes gens et jeunes femmes qui auraient été tués ou blessés durant ce tragique mois d'octobre. « Ne les oubliez pas », rappelle le DJ anonyme. On se croirait revenu au temps de radio Kudirat, la radio pirate lancée en 1996 par l'opposition pro-Abacha au régime militaire du général Abacha. Mais cette fois-ci, il n'y a ni parti derrière, ni visage ou leader affirmé. Le Nigeria, touché de plein fouet par la crise économique provoquée par l'irruption du Covid-19, s'enfonce dans un long hiver qui durera, au moins, jusqu'à la présidentielle de 2023.

« Dans l'intérêt du bien-être de nos camarades et des citoyens ordinaires qui en souffrent, nous allons suspendre les manifestations physiques, déclare la coalition des groupes de manifestants de Lagos et du Nigeria. Mais, dans l'intérêt de ceux qui sont morts avant les manifestations, pendant les manifestations et aux mains des soldats au péage de Lekki — des personnes que le gouvernement a largement refusé de reconnaître —, LA LUTTE DOIT CONTINUER ».

PAR JEAN-CHRISTOPHE SERVANT
Source : Le blog de l'auteur

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE SETIF
DAIRA DE BOUANDAS
COMMUNE DE AIT TIZI
MATRICULE FISCAL : 098419549001124

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°04/2020

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Ait Tizi, Daira de Bouandas, Wilaya de Setif, lance un Appel d'Offres ouvert avec exigence des capacités minimales pour la réalisation du projet :

Aménagement urbain de centre Souk et terrain, Tizeridine, Tizerarine et Tanarine (lot d'éclairage Public)

Les soumissionnaires qualifiés et intéressés par le présent avis peuvent soumissionner, retirer le cahier des charges auprès de : Bureau des Marchés Publics de la Commune d'Ait Tizi, Daira de Bouandas, Wilaya de Setif, contre paiement de la somme de deux mille dinars Algériens (2000DA) non remboursable représentant les frais de la documentation.

Le dossier des Candidatures ; Les offres techniques et financières portes dans trois enveloppes distinctes doivent parvenir, sous pli cacheté, le dépôt des plis sera à La secrétariat générale de la Commune d'Ait Tizi.

L'enveloppe extérieure doit être strictement anonyme et ne devra comporter que la mention : « pas ouvrir sauf par la commission d'ouverture et évaluation des offres, projet : Aménagement urbain de centre Souk et terrain, Tizeridine, Tizerarine et Tanarine (lot d'éclairage Public)

Les soumissionnaires doivent être constitués d'un dossier de candidature ; d'un Offre technique et d'un Offre financière.

1/ Dossier de Candidature doit comporter les pièces suivantes :

- ✓ La Déclaration de candidature et La déclaration de probité contenant toutes les informations, datée et signée.
- ✓ La copie des comptes sociaux de la société.
- ✓ Certificat de qualification en Construction ou travaux Public- Avec les Codes d' électricités (4272-347) (4924-348) (3912-341) 3^{ème} degré et plus.
- ✓ La copie du registre de commerce.
- ✓ La copie de la carte d'identification fiscale(NIF).
- ✓ Le casier judiciaire du dirigeant de la société.
- ✓ La copie de l'attestation de mise à jour (mas, casinos, cacabatph).
- ✓ La copie de l'extrait de rôle.
- ✓ Les trois derniers bilans comptables et leurs annexe (2017-2018-2019) visés par les services des impôts
- ✓ Les bonnes d'exécutions aux éclairage Public des années 2017-2018-2019
- ✓ La liste des travailleurs (affiliation au cnus, diplôme)
- ✓ La liste matérielles (carte grise, rapport d'expert, acte de location des matérielles)

2/ L'offre techniques doit comporter les pièces suivantes :

- ✓ Déclaration à souscrire contenant toutes les informations, datée et signée
- ✓ Prescription pour les soumissionnaires contenant toutes les informations, datés, signés et cachés.
- ✓ Cahier des charges technique contenant toutes les informations, datés, signés et cachés, et portant à la dernière page la mention manuscrite «lu et accepté».
- ✓ Planning de Travail selon la durée Suggéré, daté, signé et caché.
- ✓ Le mémoire technique Justificatif contient toutes les informations, daté, signé et caché.

3/ L'offre financière doit comporter les pièces suivantes :

- ✓ La lettre de soumission remplie et signée et caché.
- ✓ Le bordereau des prix unitaires et Le devis estimatif et quantitatif ; rempli et signée et caché.

• Observations

- La date limite de remise des offres est fixée à **10 Dix jours** partir de la première parution dans les journaux nationaux ou BOMOP.
- Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres plus les délais de préparation des offres.
- La séance d'ouverture des plis aura lieu publiquement le dernier jour de la date limite des dépôts des offres, à 11 heures au niveau du siège de la commune sis à l'adresse indiquée

LA NATION 19/11/2020 LE P/A.P.C. AIT TIZI ANEP 2016018609